



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

## S O M M A I R E

Guerre en Ukraine: Sur le front, l'armée "tente de tenir de toutes ses forces" face à l'offensive russe	Page 2
Guerre en Ukraine : Livraisons d'armes, menaces. Retour sur une semaine d'escalade	Page 3
Pour la Russie, l'Ukraine n'a jamais vraiment existé	Page 5
Guerre en Ukraine : « L'escalade est dans l'intérêt de la Russie »	Page 8
Guerre en Ukraine et bataille du Donbass : les trois cartes pour suivre la situation militaire en direct	Page 11
Guerre en Ukraine : la Russie veut couper Kiev de son Sud et de son Est	Page 14
Qui sont les soldats russes qui combattent en Ukraine ?	Page 15
Retex: la guerre en Ukraine fait la démonstration de notre manque de masse	Page 18
Tirons les enseignements d'un conflit de haute intensité aux portes de l'Europe	Page 20
Ukraine : pourquoi la première phase de l'offensive russe est un échec	Page 23
Ukraine : pourquoi les négociations avec la Russie sont dans une impasse	Page 25
Guerre en Ukraine : la CIA craint que Poutine n'ait recours au nucléaire	Page 26
Guerre en Ukraine : la Russie agite le spectre de la 3 <sup>ème</sup> guerre mondiale	Page 27
L'Ukraine peut gagner la guerre, mais la Russie n'acceptera pas de la perdre	Page 29
Main basse sur la mer Noire	Page 31
Iran, le conflit ukrainien bouscule la donne	Page 35
L'Alaska et l'appétit des pétroliers	Page 37
Après la fin de Barkhane, le Sahel à l'épreuve du conflit en Ukraine	Page 38
Corée du Nord : Kim Jong-un veut « renforcer » l'armement nucléaire	Page 42
Vers une défense active de Taïwan pour contrecarrer une agression de la Chine populaire	Page 43
Accord sur le nucléaire iranien. Les dessous militaires	Page 47



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

## **Guerre en Ukraine : Sur le front, l'armée "tente de tenir de toutes ses forces" face à l'offensive russe.**

20 Minutes avec AFP

**Face aux troupes russes qui grignotent village après village, les soldats ukrainiens sont confrontés à « des combats très durs »**



**Des soldats ukrainiens inspectent un tank russe détruit**

© Frederic Munsch/SIPA

**REPORTAGE - Face aux troupes russes qui grignotent village après village, les soldats ukrainiens sont confrontés à « des combats très durs »**

Un camion Kamaz fonce à toute allure, dos au front, chargé d'un amas compact de soldats exténués et le visage serré. Ces hommes de la 81e brigade des forces ukrainiennes viennent de recevoir leur ordre de retrait du front est, où les troupes russes progressent. La section a

marché samedi 12 kilomètres, camouflée dans les bois, sous les tirs croisés d'artillerie, jusqu'à son point d'extraction à Sviatoguirsk.

Pendant un mois, la « 81e » a participé à la contre-offensive et a tenté de freiner l'avancée russe sur ce front du Donbass ukrainien, où les troupes de Moscou grignotent du terrain, village après village. « Tout le monde comprend que nous devons garder la ligne ici, nous ne pouvons pas laisser l'ennemi se rapprocher, on tente de tenir de toutes nos forces », explique à l'AFP leur lieutenant, Yevguen Samoïlov, nerveux alors que l'unité, à découvert sous les bombardements, peut être visée par un tir russe à tout moment.

### **Le bilan des pertes n'est pas chiffré**

« Comme vous pouvez l'entendre, l'ennemi est très, très près », dit le lieutenant en désignant le ciel. La ligne de chars russe est de l'autre côté de la colline, à environ 7 kilomètres.

A 21 ans, cet officier de l'Académie militaire d'Odessa se retrouve à diriger 130 conscrits, souvent le double de son âge. « C'est ma première guerre, je devais recevoir mon diplôme dans 4 mois, mais on m'a envoyé ici », s'excuse presque le jeune officier. La section de soldats parachutistes, a été mobilisée dès le 23 février, la veille du déclenchement de la guerre par Moscou.

Au début de la guerre, elle a passé plus d'un mois à la défense d'Izioum, tombée le 1er avril, avant de décrocher pour rejoindre les combats autour du village Oleksandrivka. « Des combats très durs », dit le lieutenant Samoïlov. Dans cette brigade, comme dans les autres, on ne chiffre pas le bilan des pertes.

### **Des petites blessures et usure psychologique**

Un silence de mort règne dans le camion militaire pendant l'heure de route jusqu'au bâtiment de l'arrière, où ils doivent stationner pour leur période de repos d'une semaine. Quand le convoi croise sur la nationale déserte un camion chargé de munition, des missiles longue portée, qui fonce vers le front, les soldats font par réflexe le V de la victoire avec les doigts avant de fixer de nouveau leurs pieds ou l'horizon en silence.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Arrivé à la base, c'est le moment de décharger son arme, d'extraire son paquetage et de filer immédiatement dans l'une des pièces de l'édifice, une ruine sans électricité où les attend une visite médicale de retour de mission. Pour ces rescapés opérationnels du combat, « il y a les petites blessures du front, les fractures pour ceux qui ont été ensevelis sous des décombres pendant un bombardement et celles liées aux éclats d'obus », indique à l'AFP, Vadym Kyrylov, 25 ans, le médecin de la brigade envoyé à leur rencontre.

## « Reprendre pied plus ou moins avec la vie »

« Mais nous voyons principalement des problèmes somatiques, comme l'hypertension et des maladies chroniques exacerbées », complète-t-il. Les hommes souffrent aussi massivement de blessures mineures liées à une exposition prolongée à l'humidité, à l'insalubrité, au froid. « Pendant un mois ils n'ont pas pu faire sécher leurs chaussures (...) il y a donc beaucoup de blessures au pied, principalement des champignons et des infections », explique le docteur.

Après la visite médicale, tous ont le même réflexe : s'isoler et rebrancher son téléphone pour appeler une femme, un enfant ou un parent. Sur le front l'utilisation du téléphone, notamment de toute application nécessitant la géolocalisation est interdite. « Ils vont dormir au chaud, manger de la nourriture normale et essayer de reprendre pied plus ou moins avec la vie ».

## Guerre en Ukraine : Livraisons d'armes, menaces... retour sur une semaine d'escalade



### Des soldats russes à Marioupol le 12 avril 2022.

(ALEXANDER NEMENOV / AFP)

Les pays occidentaux ont intensifié leur assistance militaire à l'Ukraine, tandis que la Russie a suspendu toutes ses livraisons de gaz à la Bulgarie et à la Pologne.

Pas d'accalmie en vue entre l'Ukraine et la Russie, au contraire. Plus de deux mois après le début de l'invasion russe, le conflit a une suite d'escalade cette semaine entre livraisons d'armes européennes à l'Ukraine et menaces voilées de la part de la Russie. « L'Obs » fait le point.

**L'Ukraine a vu cette semaine une accumulation d'annonce de livraisons d'armes** de la part de ses alliés occidentaux, faites ou à venir. L'Ukraine peut, si elle a les « bons équipements », « gagner » la guerre contre la Russie, a affirmé lundi le chef du Pentagone au retour d'une visite à Kiev. Quelques jours plus tard, le président américain Joe Biden a demandé au Congrès une rallonge de 33 milliards de dollars sur l'aide apportée à l'Ukraine. Sur ces 33 milliards de dollars, 20 milliards sont dédiés à de l'aide militaire, pour des armes et des munitions notamment.

En fournissant des blindés de type « Guepard » (Allemagne), des canons Caesar (France) ou des missiles antiaériens Starstreak (Royaume-Uni), des chars (Pologne) ou encore des obusiers blindés de type Panzerhaubitze 2000 (Pays-Bas), les pays occidentaux ont également intensifié leur assistance militaire auprès de l'Ukraine. Ils avancent toutefois sur une ligne de crête, en évitant toute intervention directe qui les ferait passer au rang de cobelligérants aux yeux de Moscou.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

« Cette tendance à inonder l'Ukraine d'armes, notamment d'armes lourdes, ce sont des actes qui menacent la sécurité du continent et provoquent de l'instabilité », a toutefois mis en garde le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov.

## Une escalade verbale russe

Dans un contexte de tensions sans précédent entre Moscou et l'Occident en raison de la guerre en Ukraine, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov a mis en garde lundi contre le risque d'une Troisième guerre mondiale. « *Le danger est grave, il est réel, on ne peut pas le sous-estimer* », a-t-il jugé.

Dans une déclaration tout aussi inquiétante, il a également estimé que « *l'Otan, en substance, est engagée dans une guerre avec la Russie via un intermédiaire et elle arme cet intermédiaire. Cela signifie la guerre.* » Avant d'assurer que la Russie faisait tout pour préserver le principe de ne pas recourir à l'arme nucléaire.

La menace nucléaire, pourtant, n'est pas loin : à la télévision d'Etat russe, des analystes se succèdent sur les plateaux sur l'utilisation de l'arme nucléaire comme moyen de défense. « *L'idée que tout se termine par une attaque nucléaire me semble être le scénario le plus probable, à mon grand désarroi, mais c'est inévitable* », déclarait ainsi sur Russia1 mercredi Margarita Simonian, à la tête de la chaîne d'information russe Russia Today, comme l'a repéré BFMTV.

## Des frappes russes à Kiev en pleine visite du patron de l'ONU

Kiev a été la cible de tirs de missiles jeudi, alors même que le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres s'y trouvait en visite. Ces frappes ont été confirmées vendredi par Moscou, qui affirme avoir détruit « *avec des armes de haute précision de longue portée, les ateliers de l'entreprise spatiale Artiom* » dans la capitale ukrainienne.

« *Cela en dit long sur la véritable attitude de la Russie envers les institutions internationales, sur les efforts des dirigeants russes pour humilier l'ONU et tout ce que l'organisation représente* », a déclaré le président ukrainien Volodymyr Zelensky dans une vidéo postée sur sa chaîne Telegram.

Ce bombardement à Kiev, le premier depuis la mi-avril, causé la mort d'au moins une personne, une productrice américaine de Radio Liberty.

## La suite après la publicité

### La Pologne et la Bulgarie privées de gaz russe

Le groupe russe Gazprom a annoncé mercredi avoir suspendu toutes ses livraisons de gaz à la Bulgarie et à la Pologne, assurant que ces deux pays n'avaient pas payé en roubles, comme l'exige depuis mars Vladimir Poutine.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a immédiatement dénoncé un « *chantage au gaz* » et affirmé que ces deux pays membres de l'UE et de l'Otan, très dépendants de l'« *or bleu* » russe, étaient désormais approvisionnés « *par leurs voisins de l'Union européenne* ».

## Changements de tactiques sur le terrain

La Russie a accusé à plusieurs reprises ces dernières semaines les forces ukrainiennes d'avoir effectué des frappes sur le sol russe, notamment sur deux villages dans la région frontalière de Belgorod et un village de la région de Briansk mi-avril, sans que Kiev ne confirme.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 5

Mais jeudi, un conseiller de la présidence ukrainienne, Mykhaïlo Podoliak, a estimé que l'Ukraine a « *le droit* » de frapper des cibles militaires russes, laissant entendre que Kiev pourrait procéder à des frappes sur le territoire russe.

Hangars d'armes détruits, ponts et voies ferrées ciblés : face à l'intensification de l'aide militaire occidentale à Kiev, la Russie a quant à elle ajusté sa stratégie en Ukraine en visant des nœuds de ravitaillement-clés tout en poursuivant son objectif de contrôle d'une partie de son territoire.

## ***Pour la Russie, l'Ukraine n'a jamais vraiment existé***

*Par Yaroslav Trofimov | The Wall Street Journal - 29 avril 2022 à 17h45*

### ***Même les dissidents et les progressistes russes partagent l'opinion de Poutine pour qui l'Ukraine n'a pas d'identité culturelle propre***



***Un buste de Taras Chevtchenko, poète ukrainien, devant une maison de la culture en ruine après une frappe russe sur le village de Byshiv, à l'ouest de Kiev, en mars.***

*Efrem Lukatsky/AP/SIPA/Efrem Lukatsky/AP/SIPA*

Jeune poète en Union Soviétique, Joseph Brodsky y fut persécuté par les autorités avant de s'enfuir aux Etats-Unis en 1972, d'où il remporta le prix Nobel de littérature. Dans le Kiev de l'ère soviétique, les intellectuels ukrainiens s'échangeaient des samizdats des poèmes de Brodsky qu'ils récitaient lors de réunions clandestines.

Cette affection n'était pourtant pas réciproque. Lors d'une lecture en 1992, moins d'un an après que l'Ukraine a commencé à exister en tant que nation indépendante, Brodsky lut un nouveau poème intitulé *A l'indépendance de l'Ukraine*. « Adieu, *khokhols*, » lança-t-il, en utilisant une insulte raciale, l'équivalent de « péquenauds », pour désigner les Ukrainiens. « Nous avons vécu ensemble, maintenant ça suffit. J'aimerais pouvoir cracher dans le Dniepr, pour qu'il reprenne son cours à l'envers. » Dans la suite de son poème, Brodsky prédisait que lorsque les ingrats Ukrainiens râleraient sur leur lit de mort, ils réciteraient sûrement les vers du poète russe classique Alexandre Pouchkine plutôt que les « mensonges » de leur propre poète national, Taras Chevtchenko.

#### **« Le démocrate russe s'arrête là où commence la question ukrainienne »**

L'idée que les Ukrainiens ne sont pas un vrai peuple et que la nation ukrainienne est une construction artificielle imprègne depuis longtemps la culture, la littérature et la politique russes, y compris des sommités progressistes du genre de Brodsky, mort en 1996. Les opinions du président Vladimir Poutine sur l'Ukraine, qu'il a exposées l'année dernière dans un essai lu aux soldats russes qui se préparaient à l'invasion, n'ont rien d'un cas particulier. Elles obéissent à une longue tradition qui contribue à expliquer que les citoyens russes continuent de soutenir la guerre.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 6

Cette idée fixe remonte aux débuts de la quête ukrainienne moderne de souveraineté, qui date de plus d'un siècle. « Le démocrate russe s'arrête là où commence la question ukrainienne », affirme l'auteur et dramaturge ukrainien Volodymyr Vynnytchenko, qui fut Premier ministre de l'éphémère république nationale ukrainienne en 1917-1918. C'est devenu une des expressions les plus connues de la politique ukrainienne

Dans les traditions littéraire et historique russes, les Ukrainiens sont souvent décrits comme des paysans un peu crétins mais aimables qui parlent avec un accent risible, et dont l'aspiration à un avenir indépendant ne peut être que le fruit d'intrigues étrangères. Mikhaïl Boulgakov, né à Kiev de parents qui avaient quitté la Russie, se moquait de la langue ukrainienne dans ses romans où un des personnages disait que les Ukrainiens ne pouvaient pas avoir de mot pour désigner la baleine car contrairement à la Russie, l'Ukraine n'a pas d'océan. La Russie s'est systématiquement approprié les Ukrainiens de souche qui ont connu un succès artistique ou scientifique, du peintre Kasimir Malevitch au père du programme spatial soviétique, Sergueï Korolev.

« Beaucoup de ceux qui, en Russie, prétendent faire partie de l'élite intellectuelle ont une attitude condescendante envers les Ukrainiens, et cela comprend un grand nombre d'opposants qui soutiennent l'Ukraine aujourd'hui », explique Ilya Ponomarev, seul parlementaire russe à avoir voté contre l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie en 2014. « Ils considèrent les Ukrainiens comme un petit frère, un petit frère qui a encore besoin de grandir ».

L'idée russe que l'Ukraine est une invention récente est une manifestation instinctive du principe selon lequel ce pays s'inscrit dans l'héritage de l'antique Etat russe, ajoute M. Ponomarev. C'est une vision sur laquelle M. Ponomarev lui-même dit avoir dû revenir après avoir émigré en Ukraine, où il a appris que les personnages historiques considérés par les Russes comme étant les fondateurs de leur nation régnaient en réalité depuis Kiev des siècles avant la naissance de Moscou. Un exemple : le prince Vladimir le Grand, le souverain du Xe siècle qui a christianisé le royaume alors appelé la Rous de Kiev. M. Poutine et le président ukrainien Volodymyr Zelensky portent tous deux son prénom.

L'annexion de la Crimée a été presque universellement applaudie en Russie. Même Alexeï Navalny, l'opposant russe emprisonné qui proteste aujourd'hui avec véhémence contre la guerre de M. Poutine en Ukraine, disait à l'époque que la Crimée devait rester dans le giron de la Russie

La tradition de l'hostilité russe envers les aspirations ukrainiennes s'articule selon deux axes. L'une nie tout simplement l'existence des Ukrainiens en tant que peuple différent des Russes. C'est la ligne qui a été adoptée par l'Empire russe pendant la plus grande partie du XIXe siècle, lorsqu'il a interdit les livres en ukrainien et le mot même d'Ukraine, qualifiant la région de « petite Russie » à la place. L'autre soutient que si les Ukrainiens ont de fait leur propre identité et parlent leur propre langue, au moins la moitié du territoire de l'Ukraine actuelle appartient en réalité à la Russie et en a été injustement arrachée par le fondateur de l'Union soviétique, Vladimir Lénine.

C'était le point de vue du romancier et ancien prisonnier politique russe Alexandre Soljenitsyne, autre prix Nobel, condamné à l'exil par les Soviétiques en 1974 et revenu en Russie en 1994. Il avait commencé par exprimer sa compréhension des souffrances ukrainiennes. « Nous devons prouver la grandeur de notre nation non pas par la seule taille de notre territoire et par le nombre de peuples sous notre protection, mais par la grandeur de nos actes » écrivit-il dans son classique de 1968, *L'archipel du Goulag*, en décrivant des rencontres avec des prisonniers politiques ukrainiens.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 7

Mais après que l'indépendance de l'Ukraine fut passée de perspective distante et improbable à réalité concrète, Soljenitsyne a adopté un nouveau ton, que l'on retrouve dans les propos de l'essai de M. Poutine de l'année dernière. Dans un entretien accordé en 2006 au journal *Moskovskié Novosti*, Soljenitsyne affirmait que le Sud et l'Est de l'Ukraine, soit la Crimée et le Donbass, n'avait jamais appartenu à l'Ukraine historique et que le pays était entraîné de force dans l'Otan contre la volonté des habitants de ces régions. « Compte tenu de toutes ces conditions, la Russie ne peut en aucun cas se risquer à trahir les plusieurs millions de Russes d'Ukraine, à renoncer à notre unité avec eux » avait-il asséné. M. Poutine avait rendu visite à Soljenitsyne dans sa maison de campagne en 2007, un an avant la mort du romancier, et lui avait accordé une des plus hautes récompenses du pays. L'auteur avait inspiré certaines des politiques du Kremlin, avait alors affirmé M. Poutine.

En 2014, M. Poutine s'est emparé de la Crimée après que les manifestants ukrainiens ont chassé le président pro-russe Viktor Ianoukovitch, qui était revenu sur la politique d'intégration dans l'Union européenne entamée de longue date par le pays et recherché une union douanière avec la Russie. M. Poutine a également promu le concept de Novorossia, la « Nouvelle Russie », pour les régions du sud et de l'est de l'Ukraine dont il disait qu'elles appartenaient de droit à Moscou.

L'annexion de la Crimée a été presque universellement applaudie en Russie. Même Alexeï Navalny, l'opposant russe emprisonné qui proteste aujourd'hui avec véhémence contre la guerre de M. Poutine en Ukraine, disait à l'époque que la Crimée devait rester dans le giron de la Russie. « La Crimée n'est pas un sandwich à la saucisse qu'il faut rendre », avait-il dit lors d'une interview téléphonique.

Jusqu'à l'invasion du 24 février, si le Kremlin niait le droit de l'Ukraine à gouverner ce que M. Poutine décrit comme des territoires historiquement russes dans une prétendue Novorossia, il reconnaissait de mauvais gré l'existence d'une nation ukrainienne. A en croire la propagande russe, le problème était une clique installée par les Occidentaux qui se serait soi-disant emparée du pouvoir en 2014 et dont le retrait serait acclamé par les Ukrainiens ordinaires aspirant à renouer leurs liens fraternels avec la Russie.

Lorsque la féroce résistance ukrainienne a montré que pratiquement aucun Ukrainien n'accueillait les soldats russes en libérateurs, le ton a changé. A présent, les médias d'État russes et le discours officiel avancent que l'Ukraine et sa culture doivent être tout bonnement effacées — vision qui explique la frénésie de tueries dans des villes comme Boutcha pendant l'occupation russe.

Un article publié par l'agence de presse d'Etat russe RIA Novosti le 3 avril sous le titre *Ce que la Russie doit faire à l'Ukraine* explique que les Ukrainiens moyens doivent être forcés à « expier la culpabilité » de leur hostilité à l'égard de Moscou, que le nom d'Ukraine doit être de nouveau aboli et le pays divisé en plusieurs zones. Les élites ukrainiennes doivent être physiquement liquidées et la population restante rééduquée et « dé-ukrainifiée ».

Dmitri Medvedev, ancien président russe et vice-président du conseil de sécurité du pays, a exposé le même genre de vision pour l'avenir de l'Ukraine quelques jours plus tard, et écrit qu'après la victoire russe, l'Etat ukrainien disparaîtra exactement comme le Troisième Reich nazi. Quant au profond sentiment des Ukrainiens d'appartenir à une nation distincte, a expliqué M. Medvedev, « c'est une grande imposture alimentée par le venin antirusse et un mensonge universel à propos de leur propre identité. Elle n'a jamais existé historiquement, et elle n'existe pas plus aujourd'hui. »

*(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérengère Viennot)*



## **Guerre en Ukraine : « L'escalade est dans l'intérêt de la Russie »**

**ENTRETIEN. Anna Colin Lebedev, spécialiste de la Russie et de l'Ukraine, analyse les conséquences du massacre de Boutcha sur la suite du conflit.**

*Propos recueillis par Guillaume Perrier - Publié le 07/04/2022 à 14h00*

Anna Colin Lebedev, sociologue, maîtresse de conférences en sciences politiques, est l'une des meilleures spécialistes, en France, de la Russie et de l'Ukraine. Elle a travaillé en Russie, en Ukraine et en Biélorussie, dans la coopération universitaire et la diplomatie. Elle a dirigé le Centre franco-biélorusse d'études européennes à Minsk entre 2012 et 2014. Elle dirige actuellement le master « Management du risque / Risques, sécurité et conflits » à l'université Paris-Nanterre. Les analyses qu'elle publie depuis le début de l'invasion de l'Ukraine sur le réseau social Twitter apportent des éclairages précis et nuancés sur le conflit.

### **Le Point : Que nous disent les images de la ville de Boutcha, reprise à l'armée russe ?**

**Anna Colin Lebedev :** Elles disent le décalage entre le projet affiché au départ par Vladimir Poutine et la réalité de cette guerre sur le terrain. Entre la manière dont l'invasion a été cadrée officiellement, à savoir une opération limitée au pouvoir et aux installations militaires d'un pays, pour « dénazifier » l'État ukrainien, et la réalité d'un conflit dans lequel la population civile est très vite devenue la cible. La destruction est devenue un mode opératoire.

### **Comment l'expliquer ?**

L'irréalisme du projet de départ a aussi provoqué ce type de guerre. Cela a poussé les forces armées à agir d'une manière qu'elles n'avaient peut-être pas anticipée, à entrer dans des logiques qui n'étaient peut-être pas celles qui avaient été annoncées aux combattants. De leur côté aussi, il y a un choc entre le fait d'arriver pour une opération de maintien de l'ordre et celui de se retrouver dans une guerre face à une résistance massive. Je pense que le décalage a généré de la violence. Les dynamiques de violence se sont enclenchées. L'ennemi n'est plus seulement le soldat en uniforme ou le gouvernement. Dans la mesure où toute la population a résisté, la population est devenue l'ennemie.

### **Faut-il y voir une violence systémique de l'armée russe ?**

Je me suis penchée sur la guerre soviétique en Afghanistan et sur les deux guerres en Tchétchénie. Dans le cas notamment de la deuxième guerre de Tchétchénie, en 2000, on retrouve aussi des actes d'une grande violence, des similitudes dans les méthodes : raser les villes, considérer que les civils sont à éliminer au même titre que les soldats. Du côté russe, grâce à l'état civil des soldats qui sont tués ou emprisonnés, on voit apparaître beaucoup de profils et de parcours. Dans leurs hommages, les sites russes publient des biographies de chacun des soldats et officiers. Cela nous permet d'en dire pas mal de choses.

### **Que nous enseignent ces données ?**

Il y a deux questions distinctes, celle des soldats sous contrat et des conscrits, et celle du corps officier. Pour les premiers, on a des jeunes à peine sortis de l'adolescence, qui ont fait quelques mois de service et que l'on a envoyés combattre. À mon sens, ils sont autant imprégnés du niveau de violence qui existe dans la société russe que de la violence transmise par l'institution militaire. C'est une armée qui exerce dans une société qui elle-même est violente. En milieu carcéral par exemple, cela atteint des niveaux impressionnants. Pour l'institution, la violence n'est pas un dysfonctionnement mais un élément du système.





# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 9

La torture est un moyen institutionnellement acceptable de traiter un prisonnier... C'est une société où le seuil de tolérance à la violence est élevé. Il faut aussi prendre en compte des éléments comme le stress, le manque de nourriture et de préparation. Tout cela va se clarifier quand on aura des témoignages plus précis.

## **Et dans le cas des officiers ?**

Les officiers, eux, ont des profils plutôt expérimentés. La question de la violence dans le corps officier de l'armée russe est une question soulevée depuis 15-20 ans par les organisations de mères de soldats. Dans les années 2000, après la deuxième guerre de Tchétchénie, elles ont alerté sur le fait qu'il y avait une importante rotation d'officiers issus des ministères de l'Intérieur et de la Défense, à un moment où le conflit était extrêmement brutal. Cela a augmenté le nombre d'officiers sujets aux syndromes post-traumatiques, imprégnés de cette violence et capables de la répercuter au sein des corps d'armées qu'ils dirigeaient. Tout cela a élevé le niveau général de la violence et légitimé son usage.

La réalité a peu d'importance, tout peut être retourné et subverti.

## **Quel était l'intérêt de la Russie de se retirer et de permettre au monde de voir les images de Boutcha ?**

Je ne pense pas que ce soit volontaire et anticipé. Le retrait a été présenté comme un choix, alors que c'était une nécessité. Et puis, c'est arrivé ailleurs. On s'indigne, cela ne change pas grand-chose. On voit aussi qu'il y a une volonté de terroriser la population, cela peut participer de la même idée de montrer que personne n'est à l'abri. La stratégie russe est de construire son propre récit du conflit. Chaque événement s'inscrit dans ce récit. Ils ont très vite réagi en expliquant qu'il s'agissait d'une mise en scène. La cible de ce discours n'est pas l'Occident, c'est la population russe. Les Russes voient les images, mais ce qu'ils vont en tirer comme conclusion, c'est qu'il y a une guerre dans laquelle l'Ukraine ne recule devant rien. Les médias russes ne font pas dans la nuance, cela fait vingt ans qu'on parle de cette manière de construire une réalité alternative. La réalité a peu d'importance, tout peut être retourné et subverti.

## **Cela accroît-il la possibilité d'une escalade et d'une confrontation ?**

La Russie pense de toute façon que ses leviers d'action économique vont avoir plus d'impact que la manipulation de l'opinion. Par ailleurs, si on se dit que l'intérêt de la Russie n'est pas dans la désescalade mais dans l'escalade, cela devient tout à fait logique. Grâce à cela, de nouvelles sanctions vont peut-être passer, la confrontation va s'accroître, éventuellement une confrontation armée avec l'Otan. La Russie aura ce qu'elle veut. L'Occident est l'adversaire désigné. Face à l'échec de l'opération militaire, pour justifier les sanctions, la chute de l'économie, l'isolement international, la Russie a besoin de faire face à une menace tangible. Elle a besoin d'être attaquée. Poutine en a besoin pour se maintenir au pouvoir.

## **Quel regard portez-vous sur la manière dont le pouvoir ukrainien a communiqué sur cet événement en parlant notamment de génocide ?**

Je pense qu'il y a la conviction que l'extermination de l'Ukraine est l'objectif de la Russie. L'usage du terme de génocide est une arme politique, mais, derrière cela, il y a une conviction profondément ancrée depuis le 24 février de la volonté de destruction du peuple ukrainien. C'est une grille de lecture qui existe depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Il faut la replacer dans une perspective historique avec la Grande famine stalinienne des années 1930 (événement que les Ukrainiens désignent sous le terme Holodomor). En Ukraine, un certain nombre d'historiens et de politiques considèrent qu'il y avait, à l'époque, une intention d'extermination. Ce discours a été différemment audible selon les époques. Entre 1990 et 2000, on était dans des débats d'historiens. On avait tendance à classer ceux qui parlaient de génocide parmi les plus radicaux. On était dans la nuance. Depuis 2014, ce discours s'est renforcé : la Russie a toujours voulu nous exterminer, elle recommence. Cette version des faits a reçu une confirmation le 24 février et reçoit une confirmation ferme et définitive avec Boutcha. C'est l'illustration qui rend la thèse irréfutable.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

Il y a une continuité entre Holodomor et ce qui se passe aujourd'hui. La filiation est clairement établie. Il est important pour Zelensky de rappeler que Moscou a deux intentions : rayer l'Ukraine de la carte de l'Europe, et instaurer une confrontation avec l'Occident. La deuxième suit la première.

## **Cela se vérifie-t-il dans le discours et la stratégie du pouvoir russe ?**

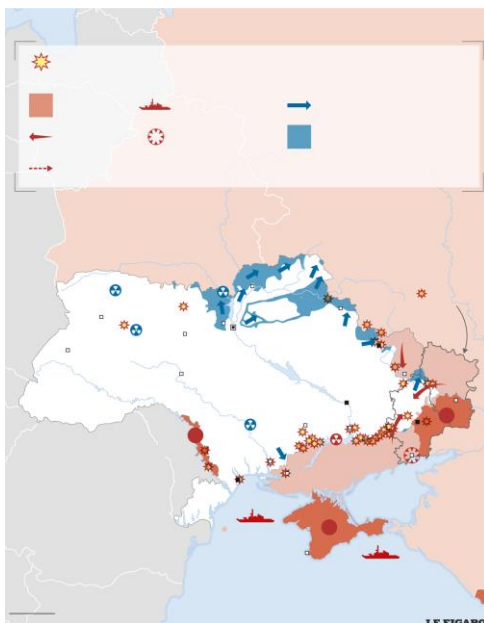
À partir du moment où on a décrit l'Ukraine comme un pays peuplé de néonazis, qu'on dit qu'on va effacer le nazisme, cela ne me paraît pas illogique que ce qualificatif apparaisse maintenant. C'est beaucoup plus ancré qu'une revendication opportuniste. Les médias russes n'ont pas de retenue, de politiquement correct, tout est dicible, donc l'appel à tuer les Ukrainiens, à effacer ce peuple, est quelque chose qu'on entend depuis des années. La menace d'utiliser l'arme nucléaire participe de la même logique. Mais il faut distinguer l'ordre politique de ce qui est audible dans les médias. Ce qui se passe est sans nom, mais je ne vois rien d'une intention génocidaire dans ce qu'on voit là à Boutcha. Mais cela peut se construire au cours du conflit.

## **En quoi Boutcha peut-il être un tournant pour les Ukrainiens ?**

On verra sur le plus long terme. Les Ukrainiens disent tous qu'on voit Boutcha et Irpin mais qu'on ne sait pas ce qui s'est passé à Marioupol. Ce qui me préoccupe, c'est ce que cela va créer sur le long terme entre les sociétés russe et ukrainienne. Aujourd'hui, la société russe tout entière est l'ennemie, alors que ce n'était pas le cas en 2014. Au début, l'État et le pouvoir étaient l'ennemi, on acceptait l'idée que toute la Russie n'était pas complice. Mais cette fois, c'est le soldat « Ivan » qui a commis ces atrocités. Cela va créer une haine qui ne va faire que s'accentuer. Pour les Ukrainiens, Boutcha est cette rupture-là. Le choc chez les Ukrainiens va s'approfondir.

## **Quelles conséquences peut avoir cet effacement de la distinction entre État et société ?**

Les Ukrainiens sont en train de déshumaniser les Russes dans leur ensemble. J'entendais déjà un peu ce discours qui les présente comme des monstres, donc non humains. Mais maintenant, nous sommes dans un pays en guerre et nous avons franchi un cap. C'est la perception qu'on a pu avoir du nazi, du SS, on arrive à ces niveaux-là. La conséquence peut être une séparation totale entre les deux sociétés. On peut aussi anticiper une brutalité des Ukrainiens à l'égard des Russes dans le traitement des prisonniers. On a commencé à le voir, même si les autorités essaient de tenir les troupes. On avait quand même au début une forme d'humanité dans le traitement, on servait une tasse de thé aux soldats, même si c'était de la communication. Maintenant, c'est différent. Et Boutcha ne fait que leur confirmer cette monstruosité.



## **Guerre en Ukraine et bataille du Donbass : les trois cartes pour suivre la situation militaire en direct**

Par Alexis Feertchak et Service Infographie

**INFOGRAPHIE - Suivez l'évolution sur le terrain grâce à des infographies actualisées chaque jour. Au 63e jour, l'Ukraine a reconnu la perte de plusieurs localités prises par les Russes dans le Donbass à l'est du pays.**

La ligne de front a changé du tout au tout depuis le lancement de l'« opération militaire spéciale » par Vladimir Poutine le 24 février 2022.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Jusqu'aux premiers jours d'avril, elle traçait les contours d'une invasion globale de l'Ukraine avec trois fronts, au Nord, au Sud et à l'Est. Mais depuis lors, les troupes russes ont quitté Kiev et ont été redéployées dans la région orientale du Donbass, contrôlée pour partie par des séparatistes depuis 2014. C'est là que, désormais, se concentrent les principaux combats d'une bataille qui s'annonce décisive. Ce mercredi, l'Ukraine a reconnu la perte de plusieurs localités prises par les Russes. Au Sud en revanche, la ligne de front est relativement immobilisée.

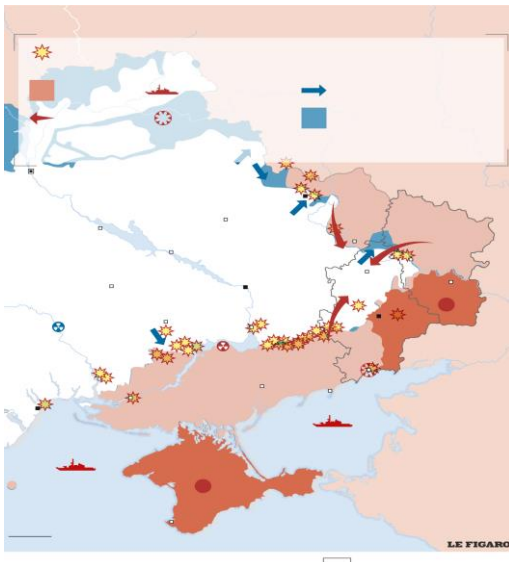
Malgré cette réorientation vers le Donbass, qui s'apparente à un «acte II» de la guerre en Ukraine, les Russes restent engagés dans «la plus grande opération militaire russe depuis 1945», comme le rappelait dès les premiers jours du conflit l'historien militaire et ancien colonel des troupes de marine Michel Goya. On aurait tendance à l'oublier en raison de son si vaste voisin, mais l'Ukraine est, derrière la Russie, le plus grand État d'Europe (603.548 km<sup>2</sup>), devant la France (543.940 km<sup>2</sup>). Les deux seuls oblasts de Donetsk et Lougansk qui forment le Donbass (52.000 km<sup>2</sup>) couvrent une superficie équivalente à la Bosnie-Herzégovine (51.000 km<sup>2</sup>) et bien supérieure à celle de la Belgique (30.000 km<sup>2</sup>). La carte suivante montre l'évolution de la ligne de front et les différentes zones sous contrôle russe ou ukrainien.

Moscou n'aura donc pas réussi à faire s'effondrer l'armée ukrainienne ni à renverser le gouvernement. Depuis le 24 février, les Ukrainiens montrent une résistance farouche. Les Russes ne contrôlent qu'une grande ville - Kherson -, voire quasi deux avec le port stratégique de Marioupol - les Ukrainiens sont toujours présents sur le site industriel d'Azovstal qui constitue une ville dans la ville -, mais ont largement abandonné leur politique de siège aux abords de Tchernihiv, Kharkiv ou Kiev. Les combats, qui s'annoncent longs sauf percée diplomatique majeure à ce stade plus qu'improbable, se déroulent largement en milieu urbain, ce qui entraîne des affrontements meurtriers, y compris pour les civils.

Passons en revue les fronts.

## À l'Est, la bataille décisive du Donbass

À l'est du pays, les forces russes maintiennent une pression aux abords de **Kharkiv**, deuxième plus grande ville d'Ukraine avec 1,5 million d'habitants, pour y fixer les forces ukrainiennes, mais ont interrompu leur tentative d'encerclement de la cité largement russophone, qui était pour eux hors de portée. Ils se sont par ailleurs retirés de **Soumy**, plus au nord. Cette autre grande ville était sur le passage d'une percée qui conduisait en ligne droite vers **Kiev**.



Le front de l'Est est malgré tout le plus stratégique puisque c'est là qu'a lieu la principale offensive, dans le Donbass, les séparatistes contrôlant à ce jour 50% de l'oblast de **Donetsk** et 90% de celui de **Lougansk**. Les défenses ukrainiennes étant particulièrement denses dans cette région où seraient concentrées environ 40% de l'ensemble des forces de Kiev avec des fortifications établies depuis 2014, les Russes essaient de les contourner par le Nord et par le Sud, formant ainsi un mouvement de tenaille.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

---

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

---

Page 12

Au Nord, cette manœuvre s'est particulièrement accentuée depuis la prise totale de la ville d'**Izyoum** durant les premiers jours d'avril. Les Russes avancent néanmoins lentement dans cette zone fortement urbanisée qui rend structurellement la tâche de l'attaquant plus difficile.

Le 19 avril, les Russes ont malgré tout annoncé la prise de la ville de **Kreminna**. Et ce mercredi 27 avril, l'Ukraine a reconnu la perte de plusieurs localités, notamment **Zavody**, une partie de **Velyka Komychouvakha**, **Zaritchné** et **Novotochkivské**. Aucun de ces sites n'est stratégique en soi, mais leur prise traduit une percée vers les objectifs de Moscou dans le Donbass : d'abord les villes de **Sievierodonetsk** et **Lisichansk** dans l'oblast de Lougansk et ensuite celles de **Sloviansk** et **Kramatorsk** dans l'oblast de Donetsk. Cette dernière est même la capitale régionale des autorités ukrainiennes depuis la prise de la ville de Donetsk par les séparatistes en 2014. En ligne de mire aussi, cette fois dans l'extrême sud du Donbass, le port de **Marioupol** sur la mer d'Azov. Appuyés par les forces séparatistes des républiques de Donetsk et Lougansk et par les combattants tchéchènes dépêchés par Ramzan Kadyrov - atout essentiel du Kremlin car ils sont rompus au combat urbain -, les Russes ont encerclé la ville portuaire depuis le 1er mars et ont annoncé le 21 avril la prise de contrôle de toute la cité à l'exception notable du vaste complexe métallurgique d'**Azovstal** - véritable ville dans la ville - toujours tenu par les forces ukrainiennes, et notamment par le bataillon ultranationaliste Azov. Des couloirs humanitaires ont été mis en place afin d'évacuer la population, mais Russes et Ukrainiens s'accusent mutuellement de les bloquer.

## ***Au Sud, percée interrompue au-delà du Dniepr***

La bataille de Marioupol et plus largement celle du Donbass ne se jouent pas seulement sur le front de l'Est. L'encerclement de la ville et la tentative de prise en tenaille de la région n'auraient pas été possibles si, sur le front du Sud, l'armée russe n'avait pas avancé depuis la Crimée dans le but de constituer un corridor terrestre entre la péninsule annexée en 2014 par Moscou et les séparatistes de Donetsk et Lougansk. Avant d'atteindre le verrou de Marioupol, les Russes ont conquis la ville de **Melitopol** le 26 février puis le port de **Berdiansk** le 27.

Le front du Sud a donc comme objectif certain le contrôle des bords de la mer d'Azov, qui deviendrait ainsi définitivement un «*lac*» russe, mais pas seulement. Il permet aussi aux Russes de remonter vers le nord, formant ainsi la pince Sud de la tenaille. Depuis la Crimée, les troupes russes ont ainsi percé vers le Nord avec la prise de contrôle dès le 3 mars de la plus grande centrale nucléaire d'Europe, située le long du Dniepr au sud de la grande ville de **Zaporijé** qui pourrait être à l'avenir un prochain objectif de Moscou. Depuis quinze jours, les Russes continuent de grignoter du territoire même si leur avancée n'est pas aussi rapide qu'au départ de l'invasion.

En revanche, le contrôle des bords de la mer Noire à l'Ouest, s'il demeure un objectif théorique possible n'est plus d'actualité à court terme. Dans cette direction, la ligne de front s'est stabilisée, avec même des contre-attaques ukrainiennes localisées, que les Russes sont néanmoins parvenus à contenir. Au départ, dans les premiers jours de l'invasion, les forces russes ont très rapidement poussé vers le Nord-Ouest depuis la Crimée. Dès le 2 mars, elles ont conquis la grande ville de **Kherson**, à l'embouchure du Dniepr, enjeu stratégique car il alimente en eau la péninsule annexée. L'armée russe a franchi le grand fleuve ukrainien, se retrouvant sur l'autre rive, et s'est approchée d'une grande ville portuaire, **Mykolaïv**, mais que les Russes n'ont pas réussi à encercler. Des troupes avancées, mais qui ont rapidement été repoussées, ont même poussé vers **Odessa**, troisième ville du pays et port important au bord de la mer Noire, au large duquel un débarquement russe de «*marines*» était craint.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

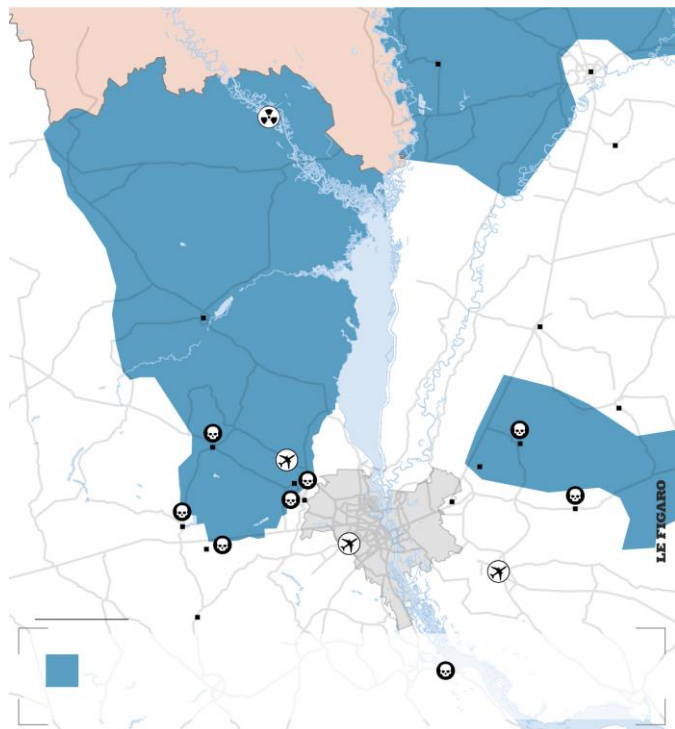
Déjà improbable étant donné la pause de l'offensive terrestre, il est désormais quasi-impossible depuis l'attaque contre le croiseur russe *Moskva*, coulé la semaine dernière par deux missiles ukrainiens. Au-delà du symbole, la perte du navire amiral russe de la flotte de la mer Noire montre que Kiev dispose encore des moyens nécessaires pour appliquer en matière navale une logique de déni d'accès au large de ses côtes. En revanche, à long terme, cette défaite russe peut justement pousser Moscou à vouloir pousser vers l'Ouest son offensive. Si les Ukrainiens perdaient Odessa, cité fondée en 1794 par l'impératrice russe Catherine II, l'Ukraine serait en effet privée de tout accès à la mer. Mais on en est loin. Les Russes sont aujourd'hui sur la défensive et retranchés à Kherson.

\*Toujours à l'ouest du Dniepr mais cette fois-ci vers le nord, les Russes ne sont certes plus loin de **Kryvyï Rih**, mais manquent de combattants pour pousser davantage. Là encore, une avancée prochaine est improbable tant que leurs troupes sont fixées dans l'Est. Une victoire dans cette partie orientale de l'Ukraine pourrait certes leur permettre un redéploiement vers l'ouest, mais il faut garder à l'esprit que la bataille du Donbass s'annonce longue : on parle à minima en semaines.

## Au Nord, la fin de la bataille de Kiev

Le principal retournement, début avril, a été la fin - au moins temporaire - de la bataille de **Kiev**. Face aux contre-attaques ukrainiennes, les Russes se sont retirés du nord du pays alors qu'ils n'étaient qu'à 30 km du centre de la capitale. La prise du berceau de la Rus de Kiev du IXe siècle - premier grand État slave dont l'Ukraine et la Russie se disputent la descendance historique - et même le siège de la cité de 2,8 millions d'habitants étaient hors de portée des Russes : il leur aurait fallu tenir une zone circulaire de 100 à 150 km de périmètre pour l'encercler. Même s'ils n'ont pas formellement été battus - puisqu'ils se sont retirés de la région - cela sonne comme une défaite pour le Kremlin puisque, depuis le 24 février, au regard de la répartition géographique du dispositif militaire russe, le front du Nord apparaissait comme le plus stratégique.

La réorientation vers le Donbass apparaît donc bien comme une révision à la baisse des objectifs russes.



L'idée soutenue par Moscou selon laquelle l'opération vers Kiev était en fait secondaire et visait à y fixer les forces ukrainiennes ne semble guère crédible au regard des forces engagées au départ de l'invasion. Vers Kiev, trois percées étaient observables. Pour les deux premières, les forces russes ont été engagées depuis le territoire biélorusse en suivant les rives du Dniepr des deux côtés. Les Russes sont ainsi arrivés jusqu'à l'ouest de la capitale avec des combats particulièrement violents à **Irpin** et **Boutcha**, localité marquée par la découverte de corps de civils abattus par balles ; ils sont également arrivés à l'est de Kiev, au niveau de **Brovary**. Cette percée passait en amont par la grande ville de **Tchernihiv** que les Russes n'ont pas réussi à prendre ni à encercler complètement. Enfin, la troisième percée venait directement du front de l'Est - depuis le territoire russe et non biélorusse - avec l'encercllement de la ville de **Konotop**. Dans ces trois directions convergeant vers la capitale, les Russes se sont entièrement retirés.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 14

Quant au plan initial russe, une attaque-éclair contre la capitale, visant à décapiter le gouvernement, il a échoué. Le premier jour de l'opération, un assaut par hélicoptères a débarqué des troupes aéroportées - les VDV - à l'aéroport Antonov de **Gostomel**, à 20 km seulement du centre de Kiev. L'objectif était de tenir la zone pour établir une tête de pont aérien afin d'attaquer aussitôt le cœur de la capitale. Sauf que les Ukrainiens ont contre-attaqué vivement, imposant de lourdes pertes aux VDV, ce qui a empêché le déploiement rapide de renforts russes.

## **Guerre en Ukraine: la Russie veut couper Kiev de son Sud et de son Est**

*Par l'Opinion - 22 avril 2022 à 17h45*

**Moscou compte prendre le contrôle « total » du Donbass, établir une continuité territoriale avec la péninsule de Crimée et améliorer l'accès à la Transnistrie, région sécessionniste en Moldavie**



**Des soldats russes, dans la région de Kharkiv.**

*/SPUTNIK/SIPA*

Que veut vraiment Moscou en Ukraine ? L'armée russe a pour objectif de prendre le contrôle total du Donbass et du sud de l'Ukraine dans le cadre de la deuxième phase de son opération militaire dans ce pays, a déclaré le commandant adjoint du district militaire central de Russie, vendredi 22 avril, cité par l'agence Interfax.

Toujours selon l'agence de presse russe, le responsable militaire, Roustam Minnekaïev, a précisé que la Russie comptait établir une continuité territoriale entre la péninsule de Crimée - qu'elle a annexée en 2014 - et la région du Donbass, dans l'est de l'Ukraine, où se trouvent les républiques populaires de Donetsk et de Louhansk, autoproclamées la même année par des séparatistes prorusses. Pour l'heure, Moscou contrôle la bande territoriale qui va de Kherson au Donbass. C'est dans la partie orientale de cette dernière région que l'armée ukrainienne résiste encore.

**Préparatifs ?** Selon Roustam Minnekaïev, le passage sous contrôle russe du sud de l'Ukraine permettrait également d'améliorer l'accès à la Transnistrie, région sécessionniste en Moldavie, à l'ouest de l'Ukraine. Les autorités de Kyiv craignent que cette région ne serve de base arrière à la Russie pour mener des attaques dans l'ouest de l'Ukraine. Faut-il interpréter ces déclarations comme une volonté de s'emparer des régions d'Odessa et de Mykolaïv, afin de couper Kiev de son accès à la Mer Noire ?

La vice-ministre ukrainienne de la Défense a fait état début avril de « signes » de préparatifs dans un aéroport situé en Transnistrie en vue d'accueillir des avions de transport de troupes russes destinées à être déployées en Ukraine. Le ministère de la Défense moldave, tout comme les autorités de Transnistrie, avaient démenti cette éventualité.

La Russie avait justifié le lancement de la guerre en Ukraine - qu'elle décrit comme une « opération militaire spéciale » - par la nécessité de démilitariser et de « dénazifier » son voisin, ainsi que de protéger les populations russophones de l'est du pays d'un « génocide ».



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

## **Qui sont les soldats russes qui combattent en Ukraine ?**

Publié: 21 avril 2022, 20:02 CEST

### **1. Auteur Sergei Fediunin**

Docteur en science politique de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), attaché temporaire d'enseignement et de recherche en civilisation russe, Sorbonne Université

### **Déclaration d'intérêts**

Sergei Fediunin ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son organisme de recherche.



**Des soldats russes en patrouille à Volnovakha, dans la région de Donetsk, 11 avril 2022. Alexander Nemenov/AFP**

En 2008, la Russie a lancé la grande réforme de ses forces armées. Au-delà de la modernisation des matériels et de l'armement, il s'agissait d'optimiser les effectifs et de professionnaliser les contingents.

Les effectifs ont été fixés à un million d'hommes. Dans les faits, les militaires professionnels, soldats comme officiers, dont le nombre total s'élève à plus de 700 000 personnes, sont

toujours appuyés par quelques 260 000 conscrits. Environ 130 000 d'hommes de 18 à 27 ans sont appelés sous les drapeaux à chacun des deux appels annuels, la durée du service militaire obligatoire étant actuellement de douze mois.

Dans le contexte de la guerre lancée par le régime de Vladimir Poutine contre l'Ukraine le 24 février dernier, il est important de revenir sur la composition de l'armée russe, notamment du point de vue ethnique et social, car ces aspects échappent souvent à la considération des observateurs. Ils sont pourtant révélateurs de la structure même de la société russe d'aujourd'hui.

### **Une institution globalement respectée**

Aux côtés de la présidence et des différents services de sécurité, l'armée est traditionnellement l'une des institutions sociales les plus respectées en Russie. Aujourd'hui, une majorité de Russes font confiance à leurs forces armées, et estiment que celles-ci sont largement capables de protéger le pays en cas de conflit militaire. Cette opinion était partagée par 60 % des sondés en janvier 2014, soit avant le début du conflit russo-ukrainien et l'engagement militaire de la Russie en Syrie ; le ratio serait passé à 89 % aujourd'hui.

En mai 2021, 61 % des Russes, selon les chiffres du Centre Levada, institut de sondage indépendant, approuvaient l'affirmation selon laquelle « tout vrai homme » devrait faire son service militaire. 24 % (42 % parmi les 18-24 ans) considéraient que celui-ci constituait un « devoir qu'il faut rendre à l'État », même s'il peut contredire les projets individuels. Seulement 12 % des sondés disaient alors que le service militaire était « inutile et dangereux » et devait ainsi être « évité à tout prix ». Ces chiffres ne constituent cependant qu'une façade qui cache des réalités sociales complexes.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

---

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

---

Page 16

## **Une armée historiquement multinationale**

La formule officielle, qui veut que la Russie se soit constituée comme un « État pluriethnique et multiconfessionnel », s'applique également aux affaires militaires.

Les régiments culturellement non russes existaient au sein des armées impériales et, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, faisaient partie de la garde personnelle du tsar. Pendant la Première Guerre mondiale, la Division indigène de cavalerie caucasienne, dite « Division sauvage », était presque entièrement composée de volontaires issus des peuples musulmans de l'Empire russe.

À l'image de l'Union soviétique, l'Armée rouge fut, elle aussi, multinationale. La Seconde Guerre mondiale concerna d'ailleurs l'ensemble des populations d'URSS. Étant donné que les forces armées reposaient sur la conscription, les autorités soviétiques prenaient le « facteur ethnique » très au sérieux, qu'il s'agisse de la répartition des conscrits selon la région de stationnement, de la limitation par division du nombre de soldats représentant des nationalités considérées comme « agressives » (les peuples caucasiens notamment), ou encore du recours à des soldats comme traducteurs militaires (comme les Tadjiks pendant l'invasion soviétique en Afghanistan).

Dès 1979, le régime soviétique a même sollicité deux détachements des forces spéciales connus sous le nom de « bataillons musulmans » en Afghanistan. Bien que ces pratiques soient à l'évidence moins appliquées dans la Russie d'aujourd'hui, la composante pluriethnique est toujours caractéristique de ses forces armées.

## **Une surreprésentation des minorités dans l'armée russe**

La guerre actuelle en Ukraine permet d'en mesurer l'ampleur, en dépit de l'indisponibilité des données officielles complètes.

Une semaine après le lancement de ce que Moscou appelle une « opération militaire spéciale », les journalistes de l'antenne russe de Radio Free Europe/Radio Liberty ont par exemple analysé le contenu de plusieurs chaînes Telegram ayant publié des informations sur des soldats russes morts ou capturés en Ukraine. Les résultats de l'analyse ont révélé que 30 % environ des patronymes s'apparentaient à ceux que portent des personnes issues des minorités « non russes », dont une grande majorité de culture musulmane. Il y aurait donc, parmi les soldats, une surreprésentation des minorités, qui constituent près de 20 % de la population générale de la Russie.

Un constat similaire est dressé par le chercheur indépendant Kamil Galeev, qui a pu accéder à une liste des soldats blessés envoyés dans un hôpital de la région russe de Rostov-sur-le-Don, située à la frontière avec l'Ukraine (régions de Donetsk et de Louhansk). Or, ces données restent incomplètes et ne permettent pas d'affirmer avec certitude, comme le fait Galeev, que l'armée russe devient celle « des minorités ». Les pertes humaines de l'armée russe confirmées par les sources officielles à la date du 5 avril 2022 (1 083 personnes), montrent en effet que les soldats et officiels morts en Ukraine provenaient de l'ensemble des régions de Russie.

D'autre part, l'envoi des militaires d'origine « non slave » pour faire la guerre en Ukraine pourrait relever d'un choix stratégique des autorités russes, compte tenu des liens familiaux existant entre de nombreux Russes ethniques et Ukrainiens. Nous savons aussi que l'État russe fixe annuellement des quotas pour éviter qu'il y ait trop de conscrits issus des régions du Nord-Caucase, par crainte de voir se multiplier des troubles ethniques au sein des régiments.





# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

---

Page 17

Le terme russe *zemliatchestvo* vient décrire ces communautés d'entraide, qui se forment entre les conscrits de la même région d'origine et constituent des hiérarchies informelles coexistant avec la discipline militaire.

Toutefois, nul ne peut ignorer la présence importante, voire la surreprésentation, des personnes d'origine ethnique ou culturelle « non russe » dans les forces armées régulières, sans parler des bataillons tchéchènes déployés en Syrie (essentiellement de la police militaire) puis en Ukraine (essentiellement de la Garde nationale), qui affichent un dévouement sans limite envers leur chef, Ramzan Kadyrov.

Plusieurs facteurs viennent expliquer cette situation, révélatrice de l'état actuel de l'armée et de la société russe tout entière.

## **Démographie, mobilité sociale et stagnation économique**

Le premier facteur est démographique. Pendant la période de 2018 à 2020, l'accroissement naturel a été constaté dans seulement 17 régions de Russie, sur 85 au total (en tenant compte de la Crimée et de la ville de Sébastopol, annexées illégalement en 2014). Parmi ces 17 régions où le taux de natalité est supérieur au taux de mortalité, les territoires autonomes constitués sur une base ethnique « non russe » sont majoritaires. Cette tendance est pérenne et se confirme sur une période plus longue, notamment depuis les années 1990 et 2000. Outre les républiques musulmanes du Nord-Caucase (Daghestan, Ingouchie, Kabardino-Balkarie, Karatchaïévo-Tcherkessie, Tchétchénie), trois républiques sibériennes en font partie : la Iakoutie (Sakha), la Bouriatie et la Touva. Il n'est donc pas surprenant que ces territoires fournissent un nombre élevé de conscrits, proportionnellement à celui de leurs habitants.

Un deuxième facteur permettant d'éclairer la présence importante des minorités ethniques dans l'armée russe tient au fait que le service militaire constitue un moyen privilégié de mobilité sociale pour ces jeunes hommes « non slaves », qui peuvent faire l'objet de stigmatisation dans des régions majoritairement peuplées par des Russes ethniques. Une tendance similaire s'observe dans d'autres pays, par exemple aux États-Unis où les personnes noires sont surreprésentées dans les forces armées. Par ailleurs, la possibilité de faire une carrière stable attire un certain nombre de citoyens étrangers âgés de 18 à 30 ans et maîtrisant le russe (notamment des ressortissants des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale) : depuis 2010, ils ont l'opportunité de rejoindre les forces armées russes, en signant un contrat d'engagement de cinq ans, renouvelable en cas d'acquisition de la citoyenneté russe.

## **Une armée de pauvres ?**

S'y ajoute un troisième facteur qu'il est difficile de sous-estimer : les territoires autonomes mentionnés sont des régions périphériques et économiquement défavorisées, à l'instar de nombreuses régions « ethniquement russes ». Ces territoires se caractérisent souvent par des taux de chômage élevé et des niveaux de revenus bas, surtout en comparaison avec les grandes métropoles du pays. Ces inégalités économiques et sociales se traduisent par des attitudes divergentes à l'égard du service militaire obligatoire.

En effet, de nombreux jeunes issus des milieux relativement aisés ont une image plutôt négative du service militaire et de l'armée en général, en dépit des statistiques citées plus haut. Beaucoup de jeunes des grandes villes sont habitués au confort de la vie urbaine et de la société de consommation, et ne se sentent pas prêts à sacrifier leur vie pour la patrie. Ils ont ainsi recours à des manœuvres d'évitement de la conscription : poursuivre des études universitaires pour obtenir une dispense temporaire ; payer un médecin pour obtenir un faux certificat d'exemption et se faire réformer ; ou, dans le pire des cas, implorer un service civil alternatif sous forme de travaux d'intérêt général (dans un hôpital par exemple).



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

Le salaire moyen d'un militaire professionnel – 32 000 roubles (380 euros environ) selon les chiffres du ministère russe de la Défense, en dessous du salaire moyen officiel affiché à plus de 50 000 roubles (600 euros) – ne risque pas d'attirer grand monde parmi les classes moyennes éduquées, même si, en pratique, les revenus sont complétés par des garanties sociales de plus en plus importantes (logement, pension militaire, prêts à des taux d'intérêt préférentiels, accès à des infrastructures culturelles et sportives).

En revanche, le service militaire s'avère plus attractif aux yeux des personnes issues des milieux moins favorisés. Si certains n'ont simplement pas les moyens financiers d'éviter la conscription, d'autres voient l'entrée dans l'armée comme une possibilité de carrière stable et rémunérée, d'autant plus que le statut social des militaires s'est nettement amélioré depuis les années 2000. Cela est notamment dû à la hausse des dépenses dans le domaine de la défense (les chiffres officiels étant probablement sous-estimés), à une meilleure discipline entraînant la diminution des pratiques de bizutage (*dedovchtchina*), ainsi qu'à la baisse de la durée du service militaire (qui est passée de 24 à 12 mois depuis 2008).



Zinaida Ibragimova, 69 ans, fait visiter la cuisine commune dans un dortoir pour les ouvriers de l'usine textile Proletarka dans la ville de Tver, à 200 kilomètres au nord-ouest de Moscou, le 8 août 2020. 11 % des Russes vivent sous le seuil de pauvreté, selon les statistiques officielles, mais d'après de nombreux observateurs, ce seuil est établi à un niveau délibérément très bas. Alexander Nemenov/AFP

Outre les stéréotypes de la masculinité décrivant l'armée comme une « école de vie des vrais hommes », ces changements conduisent à ce que de nombreux jeunes hommes originaires de la Russie périphérique, celle des petites villes et des campagnes, souhaitent, de leur plein gré, rejoindre les rangs des soldats. Des situations inattendues peuvent surgir, par exemple lorsque de jeunes ressortissants du Nord-Caucase sont prêts à payer (sic) pour être admis parmi les conscrits pour ensuite envisager un avenir dans l'armée de métier.

S'il est difficile, aujourd'hui, de mesurer les effets de ces facteurs ethniques et sociaux sur la conduite et les conséquences de la guerre en Ukraine, il faut les prendre en compte pour mieux comprendre l'état actuel de la société russe. Aussi, la présence importante des minorités n'est pas sans corrélation avec le rôle grandissant de l'islam en Russie, et la composition sociale de l'armée russe s'aligne sur la condition des classes populaires russes, touchées aujourd'hui par des sentiments d'impuissance et de désarroi et, demain sans doute, par une nouvelle paupérisation.

## **Retex: la guerre en Ukraine fait la démonstration de notre manque de "masse"**

La guerre en Ukraine constitue une, très attendue, source d'informations sur l'armée russe ; elle offre de quoi ravir tous les spécialistes occidentaux du renseignement sur les capacités avérées des forces colossales héritières de l'Armée rouge. Mais ce conflit interétatique conventionnel s'avère être aussi un bon moyen de confirmer les hypothèses récentes sur le combat dit de haute intensité.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 19

L'enjeu pour l'armée française, comme le martèle le chef d'état-major des armées, le général Burkhard, d'être « prêt à aller à l'affrontement si nécessaire » et d'accepter des engagements majeurs face à des adversaires d'un calibre égal, voire supérieur, au nôtre.

D'où l'observation attentive du déroulement des opérations en Ukraine et, par exemple, du recours intense aux drones et aux moyens cyber. D'où une réflexion sur la vulnérabilité des postes de commandement au ciblage électromagnétique et sur la problématique de la logistique du fait des engagements humains et matériels massif puisqu'en Ukraine, « on a affaire à des volumes exceptionnels à commander et à soutenir », explique un officier français du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC).

Le CDEC, créé en 2016 et chargé des études prospectives, a mis en place un observatoire sur la guerre en Ukraine. Dans ce cadre, il travaille avec le Centre Interarmées de Concepts, Doctrines et Expérimentations (CICDE) qui réalise aussi des travaux de prospective opérationnelle et produit du retour d'expériences opérationnel interarmées. Ces deux structures collaborent avec le centre du renseignement Terre (CRT) qui collationne et exploite les renseignements obtenus de sources ouvertes ou de sources classifiées. L'état-major des Armées n'est pas en reste avec « plusieurs cellules » dont l'une qui associe la Direction du renseignement militaire et le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO).

Tout ce petit monde du renseignement cherche à confirmer les hypothèses françaises sur la conduite des engagements majeurs qu'anticipent les armées, en ayant déjà intégré l'impact du cyber et de la guerre électronique, le rôle des drones, la problématique de la logistique et l'ampleur des pertes tant humaines que matérielles. Ces hypothèses et nos réponses doivent être testées en 2023 lors de l'exercice divisionnaire Orion (Orion pour "Opération d'envergure pour des armées résilientes, interopérables, orientées vers la haute intensité, et novatrices").

L'observatoire du CDEC a déjà identifié « une trentaine d'enseignements majeurs » démontrant, entre autres, que « la décision finale reste au sol », quelle que soit l'importance de la 3e dimension et de la supériorité aérienne).

Les militaires français restent, somme toute, assez discrets sur les enseignements déjà tirés de ce conflit car ils pourraient bien mettre en exergue nos propres faiblesses et nos sous-capacités. Ce n'est pourtant pas un secret que les forces françaises auraient du mal à tenir un choc conventionnel majeur d'une intensité comparable à celle d'Ukraine, avec une attrition effrénée en hommes et en matériel. Si l'on en croit les Ukrainiens, les Russes ont déjà perdu, entre autres, 145 hélicoptères soit le nombre des hélicoptères de combat français, 163 avions soit près du nombre de Rafale de l'armée de l'Air et de la Marine, 762 chars soit trois le parc de chars Leclerc français, 371 canons soit l'équivalent de notre parc d'artillerie...

Il est clair que pour tenir un choc de cette ampleur, même de courte durée, il faudrait aux forces françaises davantage de "masse", qu'elle soit de type masse opérationnelle, effectivement disponible et déployable dans l'espace-temps voulu pour forcer la décision sur le champ de bataille, ou de type masse brute ou masse "en puissance", qui constitue le réservoir total de forces à partir duquel est générée la force opérationnelle.

Scruter le déroulement de la guerre d'Ukraine ne peut conduire qu'à une prise de conscience douloureuse de la fragilité militaire tricolore. "On est encore un peu tendres et un peu innocents sur ce que représente la haute intensité", estime sobrement un militaire français. Aux yeux de certains autres, il vaudrait certainement mieux, comme l'estime le général Burkhard, "gagner la guerre avant la guerre". D'où l'importance du faire savoir et d'une bonne communication.

*ouest-france.fr*



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

## ***Tirons les enseignements d'un conflit de haute intensité aux portes de l'Europe***

Depuis le 24 février, l'Ukraine, à la fois si lointaine et si proche, est sous le feu des canons russes. Pour la première fois au XXI<sup>e</sup> siècle, le fracas des armes résonne sur le continent européen. Alors que ce conflit entre dans sa quatrième semaine, il nous semble utile d'en explorer les enseignements et les conséquences pour nos armées.

### ***La première leçon consiste dans le retour imprévu de la dissuasion et de la grammaire nucléaire.***

Les déclarations du Président des Etats-Unis résume l'état d'esprit : les Marines ne viendront pas défendre Kiev, pas plus que la Légion ne sautera sur Marioupol. L'agresseur russe étant puissance nucléaire, ni l'Amérique de Joe Biden ni l'Europe d'Ursula von der Leyden et Emmanuel Macron ne veulent tomber dans l'engrenage qui amènerait au seuil d'une confrontation générale. Ce qu'a bien compris Vladimir Poutine lorsqu'il théâtralise à l'extrême l'ordre de mise en alerte des forces stratégiques russes. Dès lors, la possession d'une dissuasion opérationnelle devient une sorte de « licence to kill » réduisant les demandes répétées du président ukrainien d'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au rang de déclarations de principe, ce que scrutent avec attention les dirigeants chinois et nord-coréens. Il est de la responsabilité historique de l'Europe, des Etats-Unis et de la Russie de ne pas créer les conditions d'une reprise de la course aux armements nucléaires et d'une intensification de la prolifération, tant les conséquences en seraient déstabilisatrices pour l'ordre international en son ensemble. Le principe même de dissuasion est donc réaffirmé, n'en déplaise à ceux qui, parmi les candidats à l'élection présidentielle, jugeaient son incarnation, notamment océanique, dépassée. L'appareillage sur alerte du Triomphant en réponse à l'ordre du président russe est en lui-même la manifestation à la fois de la volonté de la France et du manque de jugement de certains candidats, tout en donnant raison au président de la République d'avoir pris la décision du renouvellement des moyens, troisième génération de sous-marins lanceurs d'engins et porte-avions de nouvelle génération.

Gardons à l'esprit, qu'à la suite du Brexit, la France est devenue soudainement l'unique puissance nucléaire européenne membre de l'OTAN. Cette spécificité stratégique l'engage encore plus fortement auprès de ses alliés européens dans la prise en compte de la menace. Elle lui confère un statut particulier à faire valoir au sein de l'UE notamment en période de crise géopolitique. Bercés par plus d'un demi-siècle de stabilité et par une certaine forme d'insouciance, nous, européens, avons eu tendance à refouler l'image de la guerre et de cette capacité de dissuasion dans notre mémoire profonde jusqu'à ce jour du 24 février 2022 où Vladimir Poutine nous a brutalement rappelé que nous étions mortels, exposés aux 6000 ogives de la première puissance nucléaire militaire du monde.

Dans son rapport de force permanent avec l'occident, le pouvoir Russe a clairement hiérarchisé et catégorisé ses ennemis potentiels en s'adressant prioritairement au club restreint des puissances nucléaires. La France en fait partie depuis le 13 février 1960 avec le premier essai « Gerboise bleue ». Durant plus de soixante ans, cette permanence de la dissuasion nucléaire française a garanti notre sécurité en étant tacitement reconduite par les huit Présidents de la République successifs. Cette continuité capacitaire, qui fait notre force, a été maintenue, parfois au prix d'arbitrages complexes et d'efforts budgétaires qu'aucun autre de nos alliés européens n'a eu à assumer jusqu'à présent. Nous devons donc conserver au sein de l'Europe cette position centrale tout en accompagnant l'Allemagne dans son processus de réarmement sous les couleurs européennes.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 21

**L'Histoire est tragique et la paix une parenthèse entre deux guerres.** Pour l'avoir presque oublié, les peuples européens connaissent aujourd'hui un réveil pénible. Les images de l'Ukraine sous les bombes choquent et génèrent chez les Européens un élan incroyable de solidarité. En Allemagne, en France, les citoyens descendent dans la rue et exigent de leurs gouvernements des actes. C'est bien ce qui a poussé le chancelier fédéral d'Allemagne à prendre la mesure de sa fonction et annoncer porter le budget militaire outre-Rhin à 2% du PIB, accompagné d'un fond de 100 milliards d'euros. Pologne, Suède et Finlande ont également décidés l'augmentation de leurs budgets de défense. S'il faut se féliciter de ces décisions, encore sera-t-il nécessaire de s'assurer que ces budgets ne viendront pas gonfler les profits d'entreprises américaines mais profiteront bien aux industriels européens : la décision de l'Allemagne d'acquérir des F35 de Lockheed Martin, suivant de peu l'achat d'avions de P8 Poséidon fabriqués par Boeing est à cet égard regrettable. Il est dommage qu'une solution différente n'ait pu être envisagée : le Rafale est aussi apte à l'emport d'une arme nucléaire. L'Europe aurait gagné à ne serait-ce que se poser la question. Il est crucial de dessiller les yeux des dirigeants qui espèrent, en achetant massivement auprès des industriels outre-Atlantique, souscrire une assurance vis-à-vis des ambitions de M. Poutine – ou de tout autre -. Pourtant, il n'est plus garanti que le « soldat Ryan » vienne mourir pour la liberté européenne. M. Zelensky en fait l'amère expérience. L'électrochoc Ukrainien nous oblige à repenser la menace à l'échelon national puis européen. La France doit désormais se préparer à affronter les surprises stratégiques à venir en forgeant sa résilience sur le principe de souveraineté.

C'est pourquoi nous plaidons aujourd'hui pour l'émergence d'une capacité européenne propre de réassurance.

Organisée autour d'une colonne vertébrale française, cette capacité européenne pourrait être déclenchée au besoin sans dépendre des décisions de l'Otan, sans toutefois lui faire concurrence, encore moins la remplacer, là n'est pas notre propos.

Or, faire émerger cette réassurance suppose dans un premier temps que l'armée française comble ses déficits capacitaires de haute intensité. Blindé Griffon avec une tourelle Mistral, Rafale de guerre électronique, 7e sous-marin nucléaire d'attaque Suffren, me semblent incontournables et nécessitent des décisions rapides, de même que la conversion de deux sous-marins lanceurs d'engins en lanceurs de missiles de croisières navals, en accélérant le SNLE de troisième génération. Cette proposition, que j'ai déjà émise, a pu sembler trop disruptive à certains. Pourtant, le déploiement par le président russe d'un véritable rideau de feu constitué de pas moins de 35 régiments anti-aériens illustre, par une singulière ironie de l'Histoire, sa pertinence.

A moyen terme, les formats de l'aviation de chasse, des moyens de transport stratégique naval comme aérien, de défense anti-missile et de combat hélicoporté me paraissent devoir être revus : vue l'attrition constatée en Ukraine, est-il raisonnable de penser pouvoir mener une guerre de haute intensité avec...42 Tigre Mk3 ? La résurgence d'une filière autonome de production de munitions de petit calibre et l'engagement d'une coopération avec l'Italie sur la construction de nouvelles frégates anti-aériennes lourdes méritent réflexion. A plus long terme, enfin, c'est la question de la place de la robotisation sur le champ de bataille qui se pose : est-il socialement acceptable que chaque char détruit emmène trois Français à traverser le pont Alexandre III ?

Les récents conflits en Syrie, en Irak, en Libye, dans le Haut Karabagh en Arménie, au Yémen et désormais en Ukraine dessinent, chacun avec leurs spécificités, ce que seront les prochaines confrontations symétriques ou non. L'emploi systématique de drones armés peut changer le cours d'un conflit comme aime à le rappeler le Président Turc Erdogan. Selon lui, en 2020, les drones Bayraktar TB2 ont joué un rôle décisif dans la neutralisation de plus de deux cents chars et blindés arméniens.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

---

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

---

Page 22

Ces mêmes drones sont opérés par l'armée ukrainienne contre les colonnes de chars ennemis et lui permettent de résister, de ralentir et de réduire la pression militaire russe. Les nombreuses pertes d'équipages de chars et de blindés russes résultent de l'emploi répété des systèmes manpads Javelins livrés par les Etats-Unis, des drones d'attaque turcs et des drones kamikazes ukrainiens. Ce cocktail tactique associé à la détermination sans faille d'une l'armée ukrainienne qui lutte pour sa patrie doit nous interroger sur la complexité d'évaluation des rapports de forces a priori. Le Président Poutine lui-même semble avoir fortement sous-estimé la capacité de résistance des forces ukrainiennes. Dès lors, nous devons tirer des enseignements des premières semaines de ce conflit et tenir compte des évolutions opérationnelles disruptives pour adapter nos propres capacités défensives et offensives. Les puissances militaires du « second cercle » dont font partie la Turquie, l'Iran, les deux Corées, l'Inde, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, Israël, peuvent chacune donner lieu à des surprises stratégiques lors de futures confrontations. Le multilatéralisme rebat les cartes en permanence, modifie les équilibres et les alliances alors que les progrès technologiques transforment la texture de l'espace de combat.

Les forces armées françaises doivent se préparer au combat de haute intensité, à la saturation de l'espace des opérations, à l'hypervélocité, à la dissémination de systèmes armés robotisés toujours plus performants et plus autonomes dans les airs, sur terre, en mer, en surface et en profondeur. Il nous faut impérativement réduire la durée des cycles de programmes de développement des équipements militaires. Des cycles courts de R&D et d'innovation nous permettraient de développer ce qui nous manque. Tel un drone d'attaque de type Bayraktar TB2 à cout unitaire réduit (idéalement moins de cinq millions d'euros l'unité) et au développement de moins de 24 mois. Il nous faut aussi nous doter d'escadrilles ou essais de drones aériens en mode munitions voleuses et d'essais anti-drones. Au niveau terrestre, nous ne devons plus lancer de programme de char de combat ou de blindé sans que celui-ci dispose de l'option téléopérable à équipage déporté.

Le constructeur estonien Milrem Robotics expérimente sa plateforme pleinement robotisée TYPE X. Elle doit nous inspirer pour définir le cahier des charges du prochain char de combat téléopéré. Il nous faut également prioriser le développement de boucliers anti-drones, anti-essaims sur des programmes d'innovation en boucles courtes de 24 à 36 mois maximum. Ces quelques exemples illustrent toute la diversité du défi capacitaire associé à la haute intensité.

Une fois ces lacunes comblées, cette réassurance européenne, dont le commandement pourrait être assurée par l'état-major de l'UE, basé à Bruxelles, pourrait être déployée sous forme de groupement tactiques européens internationaux (GTEI), en complément des forces générées sous bannière de l'Otan ou seule dans un premier temps. Sans doute de nombreux pays européens préféreront-ils s'abriter sous le parapluie du duo Biden/Harris, mais sont-ils sûrs de son ouverture ? Il y a plusieurs milliers de kilomètres et un océan entre Washington et Vilnius, tandis que seules quelques heures de vol séparent Saint-Dizier de Varsovie. Quelles que soient les divergences passagères, lorsque le canon menace, la France ne saurait oublier Marie Walewska.

Pour révoltante qu'elle soit, l'action délibérée de M. Poutine en Ukraine donne à l'Europe l'occasion d'un réveil stratégique. Sachons relever ce défi existentiel avec une « énergie miraculeuse » et prendre en main notre avenir.



## ***Ukraine : pourquoi la première phase de l'offensive russe est un échec***

***La vaillance de la résistance ukrainienne n'est pas la seule raison du revers des troupes russes dans le nord du pays. Moscou va devoir revoir sa stratégie.***



Par Julien Peyron - Publié le 08/04/2022 à 16h40 - Modifié le 09/04/2022 à 16h05

« C'est une immense tragédie pour nous. » La phrase est aussi forte qu'inhabituelle dans la bouche d'un responsable russe. Interrogé sur la chaîne britannique Sky News, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov s'exprimait jeudi 7 avril sur le déroulement de l'offensive en Ukraine. Sans donner de chiffres, il a reconnu des « pertes importantes » au sein des troupes envoyées par Moscou dans le pays. Même au plus haut sommet de l'État, impossible désormais de faire comme si le plan des généraux russes se déroulait sans heurts.

Quelle différence avec la sortie il y a quelques semaines de Vladimir Poutine qui vantait le « succès » d'une opération, se déroulant « en stricte conformité » avec les objectifs initiaux.

L'offensive surprise lancée le 24 février dans le nord de l'Ukraine devait permettre de s'emparer rapidement de la capitale et de faire fuir les dirigeants locaux. De ce point de vue, c'est un échec. Kiev n'est pas tombée et les Russes ont été contraints de se replier. La ville de Tchernihiv, longtemps encerclée, est de nouveau reliée au reste du pays et les forces ukrainiennes ont même repris possession de postes-frontières avec la Biélorussie, occupés depuis le début du conflit par des soldats russes.

« La vitesse avec laquelle les troupes russes se retirent du nord du pays est surprenante », observe un responsable du renseignement militaire français. Selon lui, environ 60 000 soldats prennent part à ce grand basculement de troupes, qui va du front nord vers celui de l'est. Une réorganisation d'autant plus inquiétante pour Moscou que les observateurs s'attendaient à ce que des troupes fraîches arrivent pour participer à la seconde phase de l'offensive, annoncée dans le Donbass. Ce sont en réalité des soldats déjà usés par des combats difficiles puis par des déplacements longs qui vont venir prêter main-forte à leurs camarades. L'acte II de la guerre est en préparation, le regroupement des troupes russes en cours. Reste à savoir quand et où elles passeront à l'attaque.

### **Contestés sur terre... et dans les airs**

Comment expliquer que le plan initial ait échoué ? Avant le conflit, on présentait l'armée russe comme l'une des meilleures au monde et on donnait peu de chances aux Ukrainiens face à l'ogre russe. La réalité du terrain aura surpris autant les stratèges russes que les observateurs occidentaux. Notamment dans les airs. Les Russes ne sont toujours pas maîtres du ciel, malgré leur flotte de chasseurs et leurs batteries de missiles antiaériens. Le missile S-400, présenté comme l'arme absolue pour descendre les avions ou des missiles ennemis, est quasi-absent des combats. En face, les Ukrainiens ont abattu de nombreux chasseurs et hélicoptères, grâce à des missiles sol-air, notamment fournis par les Occidentaux, qu'ils parviennent à déployer très rapidement sur le terrain.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 24

Sur terre, on estime que les 120 000 soldats déployés par la Russie ont trouvé face à eux entre 150 000 et 200 000 Ukrainiens. Insuffisant pour mener une offensive efficace, estime l'expert français. « Il faut un ratio de trois assaillants contre un défenseur pour pouvoir s'emparer d'un vaste territoire. Pour le combat urbain, comme ce qu'il se passe en Ukraine, ça monte à 5, voire 10, contre 1. On en est loin ! » Selon lui, la qualité des troupes russes laisse aussi à désirer. Alors que Moscou avait envoyé des forces spéciales du FSB et du GRU se battre en Syrie, en Ukraine il y a beaucoup de conscrits et de réservistes.

## **Kiev avait anticipé que la guerre se gagnerait dans les villes**

Quant aux forces d'élite, elles ont été mal utilisées. Les prestigieux et redoutés parachutistes russes, le VDV, sont parvenus à s'emparer de cibles stratégiques, mais ils ont souvent été contraints de les abandonner rapidement aux Ukrainiens, comme ce fut le cas à l'aéroport Antonov de Hostomel, au nord-ouest de Kiev. Les spécialistes occidentaux décriaient l'insouciance des Ukrainiens avant la guerre, faisant remarquer qu'ils ne gardaient même pas leur frontière. En réalité, Kiev se préparait et avait anticipé que la guerre ne se gagnerait pas aux frontières, mais dans les villes.

Côté matériel, les experts s'étonnent de voir que la Russie utilise peu ou pas ses équipements les plus avancés. Avant la guerre, dans les salons d'armement, Moscou exhibait régulièrement son arsenal d'armes de dernières générations. En Ukraine, ce sont majoritairement des hélicoptères, des chasseurs et des blindés un \*peu âgés qui sont déployés. Face à eux, les Ukrainiens disposent d'ailleurs souvent du même matériel, ce qui leur permet de réparer les engins laissés par les Russes pour les retourner contre eux. Dans les combats rapprochés, l'étude de photos prises à Marioupol laisse penser que les troupes engagées dans les batailles urbaines ne sont pas bien équipées pour ce type de combat.

## **Le 9 mai en ligne de mire**

Sur mer enfin, les experts s'interrogent sur le rôle exact des 40 navires militaires russes présents en mer Noire. En effet, contrairement à ce qui était attendu, aucune opération amphibie majeure n'a été menée jusqu'ici. Pire, depuis le 25 février et la spectaculaire attaque contre trois navires russes dans le port de Berdyansk, Moscou n'a plus utilisé ce port stratégique. Quant à la grande ville portuaire d'Odessa, elle n'a pas encore été approchée. Aucun bombardement massif non plus, les seuls bâtiments détruits par Moscou sont des cibles logistiques.

Contraints de revoir leurs plans, que préparent les généraux russes ? Pour eux, la prochaine échéance importante est celle du 9 mai, jour où le pays célèbre la grande victoire patriotique, la victoire sur l'Allemagne nazie. Quel trophée pourront-ils apporter à Vladimir Poutine ce jour-là ? Une victoire totale dans le Donbass ? Les experts militaires français jugent l'objectif inatteignable. « En tout cas pour le 9 mai de l'année 2022 », grince un officier supérieur, qui rappelle une chose : dans l'est du pays, la Russie va trouver face à elle les meilleures troupes ukrainiennes.

Conquérir un territoire est une chose, il faut ensuite être en mesure de le tenir, et ça demande beaucoup de troupes disponibles », abonde un autre. « Le plus dur reste à faire », résume-t-il en lançant un avertissement : « L'impatience russe commence à se faire sentir et elle aura une conséquence directe : l'augmentation du niveau de violence. »





## **Ukraine: pourquoi les négociations avec la Russie sont dans une impasse**

Par Gilles Sengès

**Vladimir Poutine a besoin d'une victoire à tout prix dans le Donbass, quand Volodymyr Zelensky est contraint par son opinion publique à refuser toute concession**



**Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine, le 9 décembre 2019 à l'Élysée à Paris.**

Sipa Press

### **Les faits**

La Russie considérera les véhicules des Etats-Unis et de l'Otan transportant des armes en Ukraine comme des cibles légitimes, a déclaré mercredi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, dans une interview à l'agence de presse TASS. Toute tentative de l'Occident d'infliger des dégâts importants à l'armée russe ou à ses alliés séparatistes en Ukraine sera «sévèrement réprimée», a-t-il ajouté. «Nous avertissons que nous considérerons les transports d'armes des Etats-Unis et de l'Otan à travers le territoire ukrainien comme des cibles militaires légales», a déclaré Sergueï Riabkov, cité par l'agence TASS.

« Nous sommes revenus à une impasse. » Aujourd'hui, c'est sans doute le seul point sur lequel s'entendent le président ukrainien Volodymyr Zelensky et son homologue russe Vladimir Poutine. Lors d'une conférence de presse tenue mardi, à l'occasion d'une visite au cosmodrome de Vostochny, le maître du Kremlin a expliqué l'échec des négociations de paix par les accusations mensongères de crimes de guerre lancées par Kiev contre ses troupes et par des exigences inacceptables en matière de garanties sécuritaires. Refroidis par la violation du memorandum non contraignant de Budapest, signé en 1994, dans lequel la Russie s'engageait à ne pas attaquer leur pays contre sa renonciation aux armes nucléaires de l'ex-URSS, les Ukrainiens veulent, en effet, que dans le cadre de tout accord avec la Russie, des pays comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Chine, la France, la Turquie etc. se portent garants de leur sécurité.

Mais aux yeux de l'entourage de Volodymyr Zelensky, ce n'est pas la vraie raison du blocage. « Au début de l'attaque, alors qu'il s'attendait à un blitzkrieg, Vladimir Poutine nous a lancé un ultimatum. Puis, le conflit s'enlisant, il a commencé à étudier nos demandes. Aujourd'hui, alors que la situation sur le terrain a changé et qu'il mise sur une grande victoire dans le Donbass, il traîne de nouveau les pieds », expliquait, la semaine dernière, Igor Zhovkva, le directeur adjoint du cabinet du président ukrainien, lors d'une visioconférence organisée par l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Le fait est que rien ne semble pouvoir arrêter les armes. Le maître du Kremlin aimerait pouvoir parader en grand vainqueur le 9 mai prochain, jour de commémoration à Moscou de la signature de l'acte de capitulation de l'Allemagne nazie et de la fin de la grande guerre patriotique. Quant à Volodymyr Zelensky, plus les jours de guerre passent, avec leur cortège d'horreurs pour la population ukrainienne, plus ses capacités de négociation se réduisent.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 26

« Le massacre de Boutcha diminue les possibilités d'un compromis avec Moscou. Les gens sont outrés, même les russophones ! » analysait, mardi, Olexyi Haran, professeur à l'Académie Mohyla et directeur de recherche à la Fondation pour les initiatives démocratiques à Kiev, lors d'une conférence de l'Ifri. Aujourd'hui, 80% des Ukrainiens veulent récupérer la Crimée – contre 54% en 2014 – et 86% la totalité des territoires du Donbass, selon un récent sondage cité par le politologue. « Ils ne veulent pas la paix à tout prix et Zelensky fait très attention aux enquêtes d'opinion car il veut être réélu », ajoutait-il.

**« Combats intenses ».** Les jours et les semaines à venir promettent donc d'être violentes. « Nous estimons que les Russes disposent encore d'une vaste majorité de sa puissance de feu assemblée depuis l'automne avant l'invasion, c'est-à-dire 120 bataillons tactiques, des douzaines et des douzaines d'avions de combat et plus d'un millier de chars », expliquait, mardi, John Kirby, contre-amiral et porte-parole du Pentagone, lors d'un briefing à la presse européenne. « Les combats risquent d'être plus intenses parce que c'est une zone restreinte et parce que les Russes vont pouvoir maintenant concentrer leurs forces. Nous devons nous préparer à ce que tout cela se prolonge et soit potentiellement encore plus meurtrier », ajoutait-il. Pour le Pentagone, les combats devraient se concentrer essentiellement dans le Donbass, épargnant a priori tout débarquement dans le port d'Odessa, la marine de Vladimir Poutine semblant craindre la présence de mines.

Pour autant, les Etats-Unis n'entendent pas rester les bras croisés. « Nous continuons d'essayer de fournir aux Ukrainiens les systèmes et les armements dont ils ont besoin et qu'ils utilisent d'une manière très efficace », continue John Kirby. L'administration Biden, qui a déjà fourni pour 2,5 milliards de dollars d'équipements à Kiev depuis son arrivée au pouvoir, prévoit de dégager 1 milliard supplémentaire, ces jours-ci, des hélicoptères de fabrication russe, des missiles antichars Javelin et des vêtements de protection contre des attaques chimique, biologique et nucléaire.

Récemment, des soldats ukrainiens ont été formés aux Etats-Unis au maniement de drones-suicide. « Nous avons réduit les délais de livraison à quatre à six jours entre le moment où le Président signe une commande et le moment où les matériels arrivent dans des mains ukrainiennes et je peux vous dire que c'est sans précédent », souligne le porte-parole du Pentagone. Actuellement, les livraisons en provenance d'une trentaine de pays arriveraient en Pologne à un rythme d'une dizaine par jour. « Nous voulons que l'Ukraine gagne (...) Nous voulons que sa souveraineté soit respectée et nous voulons que la Russie quitte son territoire », martèle John Kirby, en laissant le soin à Volodymyr Zelensky et à son gouvernement d'en définir les conditions.

## **Guerre en Ukraine : la CIA craint que Poutine n'ait recours au nucléaire**

***Selon le chef de la CIA, les difficultés militaires rencontrées par l'armée russe pourraient pousser Vladimir Poutine à faire usage de la bombe nucléaire.***

*Source AFP - Publié le 15/04/2022 à 03h20 - Modifié le 15/04/2022 à 07h44*

Lassé par un conflit sans doute plus long et plus coûteux que prévu, Vladimir Poutine envisagerait-il d'en finir au moyen d'une ou plusieurs frappes atomiques ? C'est ce que semble craindre la CIA, comme en témoigne une déclaration de son chef, William Burns. « Il est possible que le président Poutine et les dirigeants russes sombrent dans le désespoir, compte tenu des revers qu'ils ont subis jusqu'ici d'un point de vue militaire », a-t-il avancé jeudi 14 avril.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

Page 27

Un désespoir qui pourrait les pousser à commettre l'irréparable ? « Aucun de nous ne peut prendre à la légère la menace que représente le recours potentiel à des armes nucléaires tactiques ou des armes nucléaires de faible puissance », a admis William Burns. Si le Kremlin a déjà évoqué la mise en alerte de ses forces nucléaires, « nous n'avons pas vraiment constaté de signes concrets comme des déploiements ou des mesures militaires qui pourraient aggraver nos inquiétudes », a cependant ajouté le patron de la principale agence de renseignement américaine, qui s'exprimait devant les étudiants de l'université Georgia Tech.

## Peu de risques réels

« Il est évident que nous sommes très inquiets. Je sais que le président (Joe) Biden est profondément préoccupé par le risque d'une Troisième Guerre mondiale et fait tout pour éviter de parvenir au point où un conflit nucléaire devient possible », a-t-il ajouté.

La Russie dispose de nombreuses armes nucléaires tactiques, d'une puissance inférieure à la bombe d'Hiroshima, conformément à sa doctrine « escalade-désescalade » qui consisterait à faire usage en premier d'une arme nucléaire de faible puissance pour reprendre l'avantage en cas de conflit conventionnel avec les Occidentaux. Mais cette hypothèse implique que « l'Otan intervienne militairement sur le terrain en Ukraine au cours de ce conflit, et ce n'est pas une chose, comme le président l'a clairement fait savoir, qui est prévue », a-t-il souligné.

Rappelant avoir été ambassadeur des États-Unis à Moscou, M. Burns n'a pas eu de mots assez durs pour un Vladimir Poutine « revanchard », « têtu », qui a sombré au cours des ans dans un « mélange explosif de griefs, d'ambition et d'insécurité ». « Chaque jour, Poutine démontre qu'une puissance en déclin peut être aussi déstabilisante qu'une puissance ascendante », a-t-il ajouté.

## **Guerre en Ukraine : la Russie agite le spectre d'une troisième guerre mondiale**

***Malgré les négociations, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a mis en garde lundi contre le danger « réel » d'une troisième guerre mondiale.***

*Source AFP - Publié le 25/04/2022 à 22h23 - Modifié le 26/04/2022 à 09h09*

La Russie va poursuivre les négociations de paix avec l'Ukraine, a assuré lundi 24 avril 2022 le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov. Mais dans ce contexte de tensions sans précédent entre Moscou et les Occidentaux, il a mis en garde contre le danger « réel » d'une troisième guerre mondiale. « Le danger est grave, il est réel, on ne peut pas le sous-estimer », a déclaré Sergueï Lavrov, cité par l'agence Interfax. Le ministre russe des Affaires étrangères s'est tout de même dit confiant sur le fait que « tout va bien sûr finir par la signature d'un accord ». « Mais les modalités de cet accord dépendront de la situation des combats sur le terrain, au moment où cet accord deviendra une réalité », a ajouté Sergueï Lavrov.

« La bonne volonté a ses limites. Et si elle n'est pas réciproque, cela ne contribue pas au processus de négociation », a déclaré Sergueï Lavrov, cité par les agences de presse russes. « Mais nous continuons de mener des négociations avec l'équipe déléguée par (le président ukrainien Volodymyr Zelensky), et ces contacts vont se poursuivre », a-t-il assuré.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 28

Sergueï Lavrov a accusé Volodymyr Zelensky – un ancien comédien élu à la présidence en 2019 – de « faire semblant » de négocier. « C'est un bon acteur [...], si on regarde attentivement et on lit attentivement ce qu'il dit, vous allez y trouver un millier de contradictions », a également affirmé le chef de la diplomatie russe.

## **L'Ukraine retarderait l'évacuation d'Azovstal à Marioupol**

La Russie a accusé lundi 25 avril les autorités ukrainiennes d'avoir empêché les civils terrés avec des combattants ukrainiens dans le complexe métallurgique assiégé d'Azovstal à Marioupol, dans le sud-est de l'Ukraine, de quitter ces lieux, malgré l'annonce d'un cessez-le-feu par l'armée russe. Les forces russes et leurs supplétifs ukrainiens prorusses se sont engagés à « cesser unilatéralement les hostilités à 14 heures heure de Moscou (11 heures GMT), retirer les unités à une distance sûre et assurer le départ » des civils « dans la direction de leur choix », selon un communiqué publié lundi par le ministère russe de la Défense.

Les catégories de personnes autorisées à sortir étaient les femmes, les enfants et le personnel de l'usine. « Si des civils se trouvent toujours dans l'usine métallurgique, alors nous exigeons expressément des autorités de Kiev qu'elles donnent aux commandants des formations nationalistes (ukrainiennes) l'ordre de les relâcher », a ajouté le ministère russe. Dans la soirée, l'armée russe a affirmé dans un communiqué qu'à 17 heures GMT, « toujours personne ne s'est servi du couloir humanitaire proposé ». « Les autorités de Kiev ont de nouveau fait saper de manière cynique cette opération humanitaire », a assuré l'armée russe, en accusant le régime ukrainien d'« indifférence ouverte » envers le sort de ses citoyens.

L'immense usine Azovstal est le dernier réduit contrôlé par les forces de Kiev à Marioupol, grande ville portuaire ravagée par les bombardements après plusieurs semaines de siège. Si les bâtiments du complexe métallurgique sont en grande partie détruits en surface, un vaste réseau de galeries souterraines a permis jusqu'ici aux combattants ukrainiens de priver les forces russes d'un contrôle total. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a affirmé qu'environ un millier de civils et des centaines de blessés y étaient toujours retranchés, dans des conditions catastrophiques, manquant d'eau et de vivres. La Russie a plusieurs fois exigé la reddition des combattants d'Azovstal, que Moscou présente comme des extrémistes et des mercenaires étrangers. L'Ukraine a prévenu qu'elle romprait les négociations avec la Russie si ses derniers combattants à Azovstal étaient tués.

## **La Russie accuse également l'Ukraine de bombarder un village**

Le gouverneur de la région russe de Belgorod, frontalière de l'Ukraine, a accusé lundi soir l'Ukraine d'avoir bombardé un village, en affirmant que l'attaque a fait deux civils blessés et endommagé plusieurs maisons. « Un village a fait l'objet de tirs [...]. Il est déjà clair qu'il y a des civils blessés. Pour l'instant, ils sont deux : un homme blessé à la main et une femme ayant reçu une blessure dans le cou », a écrit Viatcheslav Gladkov sur la messagerie Telegram. Selon lui, les tirs ont visé le village de Jouravliovka. « Des ambulances se sont déjà rendues sur les lieux. Il y a des maisons qui ont été partiellement détruites », a affirmé Viatcheslav Gladkov. La Russie a plusieurs fois accusé les forces ukrainiennes d'avoir effectué des frappes sur le sol russe, notamment sur deux villages dans la région de Belgorod et un village de la région de Briansk mi-avril.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

## ***L'Ukraine peut gagner la guerre, mais la Russie n'acceptera pas de la perdre***

Par Jean-Dominique Merchet - 29 avril 2022 à 17h45

***LE POINT MILITAIRE. L'ampleur de l'aide militaire américaine renforce l'idée que la Russie peut-être battue. C'est oublier que Poutine fait parfois ce qu'il dit. Et que ses menaces contre l'Occident sont de plus en plus dures.***

Les autorités ukrainiennes ont reconnu, vendredi, subir de lourdes pertes dans le Donbass mais affirmé en infliger d'encore plus « colossales » à l'armée russe qui a fait de la prise de cette région de l'est de l'Ukraine sa priorité. Pour les autorités de Kiev, l'enjeu est de résister le plus longtemps possible pour permettre l'arrivée sur le front des armes lourdes promises ces derniers jours par les Occidentaux, notamment les Etats-Unis. Face à l'accélération de cette aide, Moscou a multiplié ces derniers jours les menaces de « guerre mondiale », voire d'une possible frappe nucléaire, tout en accentuant la pression sur les pays européens en coupant le gaz à la Pologne et à la Bulgarie.

Quels sont les « buts de guerre » des Etats-Unis, alors qu'ils vont accroître considérablement leur aide militaire à l'Ukraine ? Certes, Washington se tient officiellement en dehors d'une guerre qui n'a d'ailleurs jamais été juridiquement déclarée. Pourtant, l'engagement américain au côté de Kiev, chaque jour plus évident, touche aux limites d'une cobelligérance, dénoncée par la Russie. Les Etats-Unis entraînent même derrière eux une coalition *ad hoc* de près de 40 pays occidentaux – dont la France. Ceux-ci se sont réunis, mardi 26 avril, sur la base américaine de Ramstein, en Allemagne. Le surlendemain, le président Joe Biden a annoncé que les Etats-Unis allaient débloquer dans les prochains mois 20 milliards de dollars d'aide militaire à l'Ukraine, plus 13 autres dans les domaines économique et humanitaire. C'est un montant énorme, qui s'ajoute aux trois milliards déjà versés (sur les quatre reçus par Kiev) : la moitié du budget de la défense de la France.

Pour Washington et ses alliés, il s'agit d'aider l'Ukraine contre la Russie. Mais jusqu'où ? C'est là que les choses se compliquent. Si l'on en croit le général Lloyd Austin, secrétaire américain à la défense, l'objectif dépasse le seul théâtre ukrainien : « Nous voulons voir la Russie affaiblie au point qu'elle ne puisse plus faire le genre de choses qu'elle a fait en Ukraine ». De quoi donner du grain à moudre à la rhétorique paranoïaque du Kremlin. Imaginons la réaction de n'importe quelle administration américaine si Moscou ou Pékin déclaraient vouloir « affaiblir les Etats-Unis au point qu'ils ne puissent faire le genre de choses qu'ils ont fait en Irak ». Joe Biden a été plus prudent et diplomate, se contentant de dire qu'il fallait « soutenir l'Ukraine dans sa lutte pour la liberté » - ce que personne ne contestera.

« **Résilience** ». Dans la revue *Foreign Affairs*, Richard Haas, ancien diplomate américain et président du Council on Foreign Relations, s'interroge pourtant : « Que veut l'Occident en Ukraine ? » et demande que l'on définisse ce que serait un « succès, avant qu'il ne soit trop tard ». Après deux mois de guerre, les performances comparées des armées russes et ukrainiennes suscitent en effet une sorte d'euphorie en Occident, sur le thème : « L'Ukraine peut vaincre la Russie. Aidons-là à y parvenir ». Cette analyse est largement partagée en Ukraine même, face à la médiocrité des forces russes et à l'efficacité – inattendue – de leur propre armée.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 30

Lors de l'invasion russe, le 24 février, personne n'aurait misé un kopeck sur ce scénario. Même les Américains, qui pourtant formaient et conseillaient l'armée ukrainienne depuis 2014, ne croyaient pas à sa « résilience ». N'avaient-ils pas proposé d'exfiltrer le président Zelensky, après avoir retiré leurs diplomates de Kiev ?

Avant l'invasion, les spécialistes du renseignement français nous disaient que « l'Ukraine était un trop gros morceau pour la Russie ». Ils avaient raison, mais se trompaient sur la conclusion en croyant que Vladimir Poutine bluffait

Sur le terrain, il est envisageable que les Ukrainiens parviennent à vaincre les forces russes. Celles-ci ont déjà été contraintes de revoir leur ambition à la baisse en abandonnant l'assaut contre Kiev pour se concentrer sur la conquête du Donbass. Cette nouvelle phase a débuté depuis deux semaines déjà et l'offensive majeure attendue ne donne, pour l'heure, que de maigres résultats, avec des progressions de quelques kilomètres, surtout dans la partie nord du front. Le colonel Michel Goya, expert militaire français, estime que la prise du secteur convoité, un « rectangle de 100 km sur 70 km, l'équivalent d'un département français, pourrait durer de deux à trois mois ».

Une nouvelle fois, les effectifs russes sont trop faibles pour la mission qui leur est assignée. Avant l'invasion, les spécialistes du renseignement français nous disaient que « l'Ukraine était un trop gros morceau pour la Russie ». Ils avaient raison, mais se trompaient sur la conclusion en croyant que Vladimir Poutine bluffait, au motif que connaissant le vrai rapport de force, il renoncerait finalement à cette aventure.

**Escalade.** Deux mois plus tard, mieux vaudrait ne pas commettre de telles erreurs. Par exemple, en surestimant les capacités ukrainiennes, comme elles avaient été sous-estimées avant la guerre. Et de la même façon, vis-à-vis des forces russes. Mais surtout ne pas se tromper sur les intentions de Vladimir Poutine. S'adressant, jeudi 28 avril, à son Parlement, le président russe n'a pas été très rassurant : « Si quelqu'un a l'intention de créer des menaces stratégiques contre la Russie, cela sera inacceptable pour nous. Ils devraient savoir que les frappes que nous mènerons en représailles seront fulgurantes ». Parmi les menaces, Vladimir Poutine a expliqué que l'Occident voulait, par exemple, découper son pays en plusieurs morceaux...

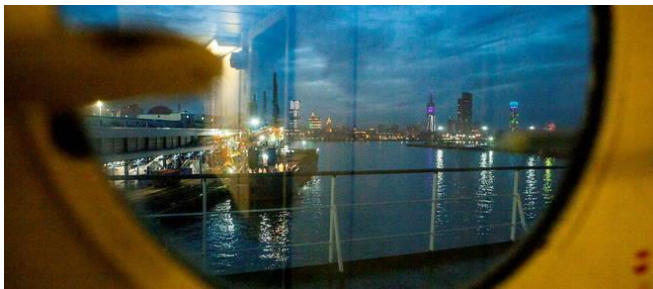
Dans le vocabulaire de la dissuasion, on parlerait d'« intérêts vitaux de la nation ». Ce sont ceux qui justifient l'emploi d'une arme atomique. Vu du Kremlin, et même si l'on trouve cela déraisonnable, l'affaire ukrainienne relève aujourd'hui de cette catégorie. Qui peut prendre le pari que Vladimir Poutine plaisante ?

Si l'Ukraine peut peut-être gagner la guerre du Donbass, la Russie n'acceptera sûrement pas de la perdre. Le spécialiste américain de la stratégie Edward Luttwak en est persuadé : « Poutine n'acceptera jamais la défaite ». D'où le risque de plus en plus fort, d'une escalade dangereuse. Luttwak dénonce ainsi le « lobby de la victoire » en Occident qui refuse tout cessez-le-feu en espérant que Poutine finisse par s'avouer vaincu avant, sans doute, d'abdiquer... Aider l'Ukraine à se battre est nécessaire. Le faire sans construire, avec la même énergie, un chemin vers une issue négociée est un jeu dangereux. Le général de Gaulle rappelait que « la guerre, c'est comme la chasse, sauf qu'à la guerre, les lapins tirent ». Et le lapin Poutine a toujours des choses très déplaisantes dans son terrier...



## Main basse sur la mer Noire

**REPORTAGE. À bord du « Droujba », « Le Point » a effectué la traversée entre la Géorgie et la Bulgarie, alors que la Russie étend son influence.**



**Le « Droujba » relie le port géorgien de Batoumi à celui de Bourgas, en Bulgarie. C'est l'une des dernières liaisons assurées par ferry depuis l'invasion de l'Ukraine. Ici, avant le départ, à Batoumi, le 29 mars.**

© GIORGI SHENGELIA / RÉA POUR « LE POINT »  
De notre envoyé spécial en mer Noire, Jérémy André  
Publié le 14/04/2022 à 07h00

Le ferry glisse sur une mer de vif-argent. La surface de la mer Noire ressemble en ce début de printemps au métal liquide irréal d'un miroir magique. Le navire parti de Batoumi, en Géorgie, rallie Bourgas, en Bulgarie. La ligne est l'une des dernières à opérer car, depuis l'invasion de l'Ukraine et le blocus maritime d'Odessa, la plupart sont coupées. Le *Droujba* (« Amitié », dans les langues slaves) de la compagnie bulgare PBM ramène chez lui Iouri Kozachienko, 51 ans, camionneur ukrainien qui rentre au pays après un mois coincé sur l'autre rive. Quand la guerre a éclaté, il était dans le Caucase avec son camion chargé d'eau minérale géorgienne.

Un premier retour avait été brutalement avorté. « Le 23 février, j'avais embarqué à Poti, en Géorgie, sur un bateau ukrainien en direction de Tchornomorsk, un des ports d'Odessa, raconte-t-il sur le pont, se replongeant dans ses souvenirs derrière ses yeux bleus ukrainiens. *Durant la traversée, on regardait la télévision, qui annonçait que toute l'Ukraine était en guerre... Nous n'y avons pas cru. Ça semblait impossible. On pensait que ce serait limité au Donbass.* » Mais, à mi-route, le ferry a fait demi-tour. La marine russe venait d'établir son blocus tout du long de la côte ukrainienne, jusqu'à la fameuse île des Serpents, aux abords des eaux roumaines. Tirant à vue sur des navires de commerce, en coulant même un, et ordonnant aux autres de rebrousser chemin.

Ramenés à Poti le 27 février, Iouri et une trentaine d'autres chauffeurs ukrainiens ont été logés dans un hôtel de Batoumi, station balnéaire géorgienne, aux frais de la République caucasienne, émue de voir se rejouer en Ukraine le drame de sa propre invasion russe de 2008. « *Nous ne pouvions même plus joindre nos entreprises, poursuit Iouri. La mienne ne pouvait pas me répondre, les employés étaient sous les bombardements.* » D'autres chauffeurs ukrainiens ont embarqué de l'aide humanitaire et l'ont acheminée par la route terrestre à travers la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie. Iouri a fini par appeler sa femme, restée dans la banlieue d'Odessa. « *On a plus besoin de ton eau que d'aide alimentaire* », lui a-t-elle assuré. S'ils prennent Odessa, l'Ukraine est perdue.

### Iouri, chauffeur routier

Il lui a fallu un mois pour convaincre ses patrons et organiser son passage. Impossible par le port d'Odessa, d'autant que les Ukrainiens eux-mêmes ont coulé un navire en travers de son chenal pour empêcher les Russes d'accoster.





# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

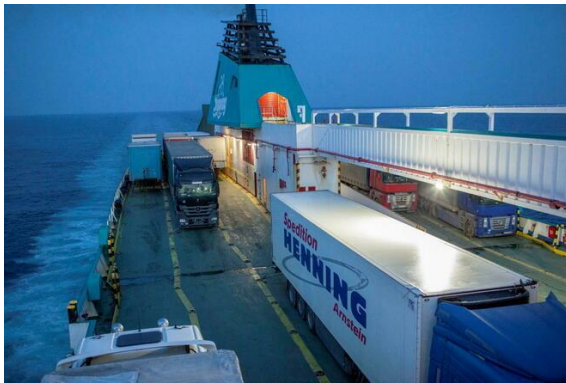
Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

D'où le détour obligé par la Bulgarie. « *Maintenant, je veux voir ma famille, les embrasser et penser à l'avenir* », conclut-il en fumant une cigarette, sous un ciel blanc de limbes. Craint-il pour sa ville natale ? « *Odessa ne sera jamais dans les mains des Russes car s'ils la prennent, l'Ukraine est perdue. C'est la ville la plus stratégique d'Ukraine, la porte vers le monde entier, d'où nous exportons notre blé, notre viande, notre huile, notre soja, vers l'Afrique, l'Égypte...* »

## Des mines jusque dans le Bosphore

Entre la Géorgie et la Bulgarie, les deux jours de navigation du ferry sont presque en ligne droite. La guerre a beau être loin au nord, elle hante toute la mer Noire. Les autorités des pays riverains ont lancé mi-mars une alerte à la suite d'une tempête ayant dispersé des mines sous-marines russes et ukrainiennes jusqu'en Roumanie et en Turquie. Le 27 mars, la circulation dans la zone du Bosphore a dû être interrompue après la découverte d'une de ces mines, bien plus au sud que prévu... Entre Batoumi et Bourgas, on ne croise quasiment aucun navire, mis à part un porte-conteneurs de l'armateur turc Arkas, mettant le cap vers le port russe de Novorossiisk.



***Pendant la traversée, le « Djourba » croise peu de navires. La Russie, avec le blocus d'Odessa, s'est rendue quasiment maîtresse de la circulation en mer Noire.***

© GIORGI SHENGELIA / RÉA POUR « LE POINT »

C'est la nouvelle donne du commerce pontique. Avec le blocus d'Odessa, la circulation s'est pratiquement réduite à la route entre ports russes et Bosphore. Selon l'Autorité maritime du Panama, la marine russe empêchait mi-mars de 200 à 300 navires de quitter ou de pénétrer la poche d'Odessa. Au premier jour du conflit, la Turquie s'est en outre flattée d'avoir fermé son détroit aux navires de guerre, en application de la convention de Montreux de 1936. Mais cela fait en réalité des

Russes les seuls maîtres à bord, les autres États riverains, Roumanie, Bulgarie et Géorgie, ne pouvant rivaliser avec sa flotte d'ancienne superpuissance.

## Sur le Droujba, patates et vodka

Au milieu de ce chaudron du diable, la vie sur le *Droujba* continue comme si de rien n'était. La cantine, spartiate, carbure à la patate sous toutes ses formes – frites, purées, cuites à l'étouffée. Et à la vodka, qui coule à flots dès 9 heures du matin. Les passagers, pour la plupart des routiers géorgiens et ukrainiens ralliant le Caucase à l'Europe de l'Est, profitent d'un rare moment où leurs camions progressent sans avoir à en tenir le volant. Ils jouent aux dominos, aux cartes et refont le monde dans ce caravansérail flottant. Ces colosses bedonnants, aux visages plus usés par la route et l'alcool que les pneus de leurs semi-remorques, se



délassent en tongs et maillots de corps, exhibant fourrures et muscles monstrueux et gras. Jusque tard dans la nuit, ils entonnent des chants slaves ou géorgiens, échangent les derniers ragots de l'asphalte, trinquent aux cris de « Slava Ukraini » (« Gloire à l'Ukraine »). Rares sont ceux qui soutiennent l'autre camp. Le deuxième matin, un Russe, originaire de Donetsk, ose insulter les Ukrainiens. Une brève rixe clôt le débat. Iouri Kozachienko (à dr.), 51 ans, tente de rentrer chez lui, en Ukraine. Quand la guerre a éclaté, il était dans le Caucase avec son camion chargé d'eau minérale géorgienne. © GIORGI SHENGELIA / RÉA POUR « LE POINT »





# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

Un enfant joue entre les tables avec un pistolet lumineux qui crache des bruits de laser. Il vise un des doux géants qui feint d'être touché. « *Mon flingue ne tue que les virus* », rit l'enfant. Quelques familles se sont glissées avec leurs vieilles guimbardes parmi les camions. La plupart sont des réfugiés de l'est de l'Ukraine, épuisés par une longue errance dans la Russie méridionale et le Caucase. Comme plusieurs autres, Evgueni Olecsandrovich Prylypa, 44 ans, vient de Marioupol. Il a conduit durant quatre jours, presque sans s'arrêter, avec sa femme, sa fille de 24 ans et leur petit chien blanc. Corps trapu et gueule de boxeur, il travaillait dans la sécurité de bâtiments industriels. Lui non plus n'y a pas cru, le 24 février, jusqu'à ce que les bombardements commencent.

À Marioupol, nous nous nourrissions en cueillant des orties dans les jardins voisins.

## Evgueni

« *Avant le 2 mars, nous avions encore l'électricité, l'eau, le gaz et Internet, puis tout a été coupé*, explique-t-il. *On a dû descendre vivre dans les sous-sols. Il faisait moins 10 degrés. Les magasins étaient vides. Nous nous nourrissions en cueillant des orties dans les jardins voisins et devions aller chercher de l'eau sous les tirs d'artillerie. Notre immeuble, une grande barre avec quatre entrées, a été à moitié détruit. Finalement, quand ils ont commencé à bombarder le quartier avec l'aviation, nous avons décidé de partir.* » Il montre les photos de maisons de proches rasées par les frappes. Ses parents, âgés de 72 ans, sont restés dans les sous-sols de Marioupol.



## Ni tatouages ni blessures

Le « corridor humanitaire » supposément garanti par la Russie vers l'Ukraine était trop dangereux, des civils ayant été tués par des tirs russes. Evgueni, son épouse et sa fille ont fui en direction de l'ennemi, vers l'est. « *Les barrages militaires nous ont fouillés, me faisant enlever mon tee-shirt pour vérifier que je n'étais pas un combattant, que je n'avais pas de tatouages ni de blessures* », précise-t-il. Pour le reste, assure-t-il, la route jusqu'à la Géorgie s'est passée sans encombre, à part une nuit à dormir dans la voiture à la frontière russo-géorgienne du col de Lars, à 2 000 mètres d'altitude, la seule porte entre Russie et Géorgie depuis 2008, toujours très embouteillée. Une fois contourné l'ours russe, ils ont attendu trois jours à Batoumi.

À Bourgas, ils poursuivront leur route jusqu'à Berlin, où les attendent de la famille et des amis.

**Evgueni et sa fille ont fui en voiture Marioupol bombardé. Ils veulent rejoindre Berlin.**

© GIORGI SHENGELIA / RÉA POUR « LE POINT »

Une autre famille de Marioupol, un jeune père aux airs de héros homérique, sa femme slave et leur bébé de quelques mois, descend quant à elle rejoindre des proches en Grèce. Pourquoi si loin ? Pourquoi ne pas rester en Russie à attendre la paix, eux qui parlent russe ? « *Je n'ai vraiment pas besoin de vous expliquer* », s'offusque fièrement Evgueni. Il exhibe des images qu'il a prises des ravages dans sa ville natale.

En s'emparant de Marioupol, la Russie complèterait son contrôle total de la mer d'Azov, vaste liman (lagune) peu profond mais stratégique, où se jettent le Don et les grands fleuves des plaines ukrainiennes. Les rives de la mer Noire sont ainsi grignotées depuis deux décennies par Moscou, déterminé, semble-t-il, à rétablir morceau par morceau son emprise du temps de l'apogée des tsars, sur les côtes septentrionale et orientale de l'antique Pont-Euxin, d'Odessa à la Colchide, l'actuelle côte géorgienne.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

Dès les années 1990, la présence de troupes russes en Abkhazie avait réduit de moitié les pertes occasionnées par l'indépendance géorgienne. L'annexion de la Crimée en 2014 a fait rentrer dans le giron russe l'iconique Sébastopol, et conféré à la Fédération de Russie la part du lion dans le découpage des zones économiques exclusives.

## Déviations sur les routes de la soie

L'invasion et le blocus maritime de 2022 ont souligné combien la mer Noire s'était taillé là une position de force. Entre l'Ukraine et la Russie, mais aussi au-delà, par les flux d'Asie centrale qui y convergent, elle est un des poumons du marché mondial des matières premières. Outre 400 000 barils russes, Novorossiisk exporte 1,3 million de barils de pétrole du Kazakhstan. Russie et Ukraine regroupent plus du quart des exportations de blé mondial ; et 80 % des exportations ukrainiennes de blé s'effectuaient par la mer. En outre, la Chine avait bâti dans le cadre de son initiative des « nouvelles routes de la soie » une gigantesque chaîne logistique ferroviaire, passant principalement par les territoires russe et biélorusse ! La Russie est donc plus incontournable que jamais... Tout en devant être contournée coûte que coûte, en raison des sanctions.



**Des routiers géorgiens tuent le temps à bord du « Droujba ».**

© GIORGI SHENGELIA / RÉA POUR « LE POINT »

Les logisticiens de la région s'arrachent les cheveux pour dériver au sud du territoire russe marchandises et matières premières. « *La Géorgie est la porte de ce qu'on appelle le corridor central entre l'Asie et l'Europe, qui passe par la Caspienne et le Caucase, explique Mikheil Namadovi, directeur de Kairos Logistics, une entreprise basée à Tbilissi. Elle n'était pas attractive auparavant, car le passage par la*

*Caspienne augmentait les coûts. En outre, le corridor russe et biélorusse a l'avantage de constituer un système logistique et douanier unique. Maintenant, la Géorgie est non seulement une alternative, mais c'est le seul chemin !* » Mikheil Namadovi ne dispose pas encore de chiffres, mais ses clients le harcèlent d'ordres urgents de déroutage et, selon lui, la demande qui devrait se déporter sur la Géorgie pourrait concerner, à terme, des « millions de tonnes ».

La petite République caucasienne pourrait-elle seulement traiter de tels flux ? À Batoumi et Poti, les deux ports du pays, les installations portuaires sont vétustes et sous-dimensionnées. « *La Géorgie est le cœur de l'Eurasie, et son potentiel est négligé, malheureusement* », déplore le jeune patron, qui assure projeter de consacrer la décennie à venir à y remédier en élevant les centres logistiques modernes qui font défaut, à commencer par Tbilissi. Dans la capitale géorgienne, d'autres y ont déjà laissé des plumes, en tentant de faire de la Géorgie une alternative logistique au monopole russe en mer Noire. Ancien banquier à succès, Mamuka Khazaradze, 55 ans, enrage toujours : « *Les trois quarts des navires qui naviguent en mer Noire ne peuvent pas accoster en Géorgie, car nous n'avons pas de ports en eau profonde !* »

Cet élégant diplômé de Harvard au nez d'aigle typiquement caucasien a consacré une décennie à se battre pour changer cet état de fait. Dès les années 1960, les Soviétiques avaient identifié un site idéal, face au village d'Anaklia, pile au milieu de la ligne de côte géorgienne. Le projet d'un port en eau profonde y est devenu depuis un véritable serpent de mer. Dans les années 2000, le charismatique président Mikheil Saakachvili avait tenté de le relancer, avant d'être stoppé par l'invasion de 2008. Celle-ci avait, qui plus est, placé la ligne de démarcation avec la République séparatiste d'Abkhazie sur l'embouchure de l'Ingouri, à quelques centaines de mètres du site potentiel.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

---

Page 35

## **Anaklia contre Novorossiisk, la guerre des ports**

Après la chute de Saakachvili, en 2012, le financier Khazaradze s'est emparé à son tour d'Anaklia, réunissant des anciens de Harvard et embarquant entre autres le magnat américain Kurt Conti, à la tête d'un géant de la construction. Trois ans plus tard, leur Anaklia Development Consortium remportait l'appel d'offres face aux Chinois. Leur vision ne prévoyait pas seulement de bâtir une infrastructure, mais aussi une zone franche qui aurait dû attirer des usines et servir de vitrine à la Géorgie. Ils réussirent même l'exploit de présenter le projet à une délégation de dirigeants abkhazes, une visite historique, la première depuis la guerre ! Mais l'indécision de l'exécutif géorgien l'a maintenu encore deux ans dans les limbes, jusqu'à ce que la nouvelle administration américaine de Donald Trump mette son poids dans la balance, en 2017, pour le concrétiser. Las, un changement de Premier ministre en Géorgie a tout remis en cause, une fois de plus.

Les Russes nous ont sommés de choisir entre le port d'Anaklia et l'amitié avec la Russie.

## **Mamuka Khazaradze, banquier**

Car le sommet de l'État géorgien est alors tiraillé entre la volonté affichée d'ouverture à l'Ouest et l'influence souterraine de Moscou. Le parti au pouvoir à Tbilissi, le Rêve géorgien, reste tributaire du milliardaire de nationalité française Bidzina Ivanichvili, actionnaire de Gazprom. « *Les Russes nous ont sommés de choisir entre le port d'Anaklia et l'amitié avec la Russie* », rappelle le banquier Khazaradze. Par la suite, Ivanichvili a lui-même demandé : « *Qu'est-ce que les Américains viennent faire en mer Noire ?* »

En 2019, le nouveau pouvoir prorusse entreprend de circonscire Khazaradze. Le parquet ouvre contre sa banque, TBC, une enquête pour blanchiment. Pour se défendre, l'homme d'affaires s'engage en politique, sans grand succès. Il est condamné début 2022, mais dispensé de peine de prison. Il continue d'assurer qu'il s'agit d'un règlement de comptes politique, les charges de blanchiment ayant d'ailleurs été abandonnées dans le jugement final au profit d'un qualificatif plus vague de fraude. Le mal est fait, les investisseurs ont pris la fuite, 80 millions de dollars sont partis en fumée, et le consortium est enterré.

« *Aujourd'hui, avec le conflit en Ukraine, on voit pourquoi le projet a été stoppé*, résume le banquier déchu. *Anaklia devait ouvrir au moment où le port russe de Novorossiisk prévoyait de s'élargir. Il s'agissait de ne laisser aucune chance à la concurrence et de ne pas permettre une alternative en Géorgie.* » Les travaux avaient pourtant commencé. Mandaté, le français Eiffage a dragué 5 millions de mètres cubes de sable pour ouvrir le principal bassin sur la côte. Il n'a jamais pu terminer l'ouvrage. Aujourd'hui, sur le site, au milieu d'une zone sinistrée et de constructions inachevées se dresse une immense levée de sable noir, de plus de 5 mètres de haut et de plusieurs hectares de large, le rebut du dragage laissé à l'abandon. Dans le petit hôtel voisin, au style mauresque, la serveuse se plaint à qui veut l'entendre des clients qui se sont évanouis depuis l'arrêt du chantier. Le sable, dès que le vent se lève, s'infiltré partout, jusque dans les chambres.

## **Iran, le conflit ukrainien bouscule la donne.**

**Entretien avec Thomas Flichy de La Neuville - par Thomas Flichy**

*Comprendre la guerre en Ukraine sans prendre en compte l'Iran serait occulter une partie du problème. Il se pourrait bien que les États-Unis changent en effet de stratégie vis-à-vis de la République islamique dans le but de freiner les exportations gazières russes. Dans cette soudaine recomposition géopolitique, le Professeur Thomas Flichy de La Neuville vient analyser dans quelle mesure le conflit ukrainien pourrait profiter à une nouvelle et inattendue émergence iranienne.*



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

## **Où en sommes-nous dans l'accord sur le nucléaire iranien ? Quel serait l'intérêt pour le camp occidental comme pour la République islamique de s'impliquer davantage dans ce processus ?**

Depuis plusieurs décennies, l'accord sur le nucléaire iranien sert d'alibi au confinement géopolitique de l'Iran, dont le régime est jugé subversif par les États-Unis et quelques-uns de ses proches alliés. De fait, la doctrine diffusée par la révolution islamique s'attaque frontalement à la légitimation américaine de sa propre puissance. La posture géopolitique des États-Unis était donc jusqu'à présent hostile à tout accord permettant à la République islamique de se dégager des marges de manœuvre, celle des Européens, plus modérés afin d'espérer conserver une partie du marché iranien en cas de retournement de régime, celle des Russes à l'inverse favorable à une normalisation des rapports avec l'Iran. Ces postures se sont inversées depuis quelques semaines à la faveur du conflit en Ukraine.

## **Dans quelle mesure l'Iran revient-elle au centre du jeu énergétique avec la crise russo-ukrainienne ?**

Les sanctions américaines à l'encontre de l'Iran, qui empêchent l'exportation du gaz iranien, sont soudainement devenues le meilleur soutien de l'armée russe qui n'a guère intérêt à ce qu'une puissante concurrente vende son gaz à l'Europe. D'où un renversement diplomatique : les États-Unis poussant soudain à la normalisation des rapports avec l'Iran, tandis que la Russie freine. La possibilité d'une ouverture brusque du marché gazier vénézuélien par les États-Unis, pour des raisons purement opportunistes ont également pesé sur le Moyen-Orient : l'Arabie Saoudite, sous influence chinoise, a proposé de vendre son pétrole en e-yuan ce qui constitue une véritable menace à l'encontre du dollar. Alors que l'Arabie vient de refuser à Joe Biden d'augmenter sa production de pétrole, les réserves de gaz iraniennes peuvent constituer la clef de résolution des tensions énergétiques en cours. Or cette clef reste intouchée.

## **L'Europe de l'Est fait-il partie intégrante de la stratégie d'influence de Téhéran ?**

L'Iran est un allié géopolitique de la Russie toutefois sa stratégie d'influence se réduit essentiellement à quelques territoires proches de ses frontières où il expérimente la guerre par procuration. En Europe, le véritable enjeu pour l'Iran consisterait à se connecter à son vieil allié l'Allemagne. Ce dernier vient de renoncer à la connexion gazière *Nordstream II* sous invitation américaine obtenant en contrepartie qu'il puisse remilitariser. Les États-Unis songeraient-ils à doter leur nouveau gladiateur européen d'un avantage supplémentaire en lui laissant la possibilité de s'approvisionner en gaz iranien ? L'on peut peut-être imaginer cette hypothèse si les rapports irano-russes se distendaient, mais cela nuirait à la stratégie américaine de vente de centrales nucléaires à la Pologne.

## **Quelle est la réelle influence de la Chine en Iran ?**

Les Iraniens, qui ont une longue mémoire, se souviennent que leur dernier souverain se réfugia en Chine après l'invasion arabe. Depuis que les Européens ont déserté le marché iranien sous pression américaine, les Chinois se sont installés à leur place. 90 % des personnes suivant des cours de persan à Téhéran sont des Chinois. Les PME chinoises ont envahi le marché iranien. Quant à l'e-yuan, il pourrait mettre en échec les sanctions financières américaines dans cette zone. Mais l'Iran, qui tient à son indépendance n'est pas encore une colonie financière de la Chine.

## **Le nouvel axe Russie-Iran-Chine, si tenté qu'il puisse exister, fera-t-il réémerger l'ancien empire mongol ?**

Telle est la thèse de Jérôme Pâris un officier français très écouté par les autorités américaines. Ce dernier a établi une fascinante cartographie comparative des deux empires. Il faut reconnaître que le nouvel empire mongol réunit le cerveau créatif iranien, l'usine chinoise et ce qui reste de la puissance militaire russe. Mais l'une des faiblesses du NEM est qu'il réunit trois civilisations décapitées par une révolution. Le monde turcophone pourrait faire figure d'île fédératrice, mais son extrême occident vient de se détourner de la Russie au nom d'un rêve : celui de la restauration d'une Crimée ottomane.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 37

## ***L'Alaska et l'appétit des pétroliers***

En août 2020, la Maison Blanche a donné son feu vert à l'exploitation pétrolière dans des territoires protégés en Alaska. Ces étendues sauvages immenses, convoitées mais fragiles, sont depuis des décennies au cœur d'une controverse opposant le lobby pétrolier soutenu par Donald Trump, les populations locales, les gouvernements fédéral et fédéré, et les associations de protection de l'environnement.

Après un vote du Congrès ouvrant la voie à la vente de concessions d'exploration en 2017 et une étude d'impact environnemental favorable en septembre 2019, Washington a autorisé les forages pétroliers au cœur de l'Arctic National Wildlife Refuge (ANWR). Plus vaste aire protégée aux États-Unis avec 77 000 kilomètres carrés, ce parc situé le long de la frontière canadienne se distingue par sa richesse environnementale, abritant notamment des caribous, des loups, des ours polaires, sur des terres où l'être humain n'est pas.

L'Alaska est aussi une région convoitée pour ses ressources naturelles. Les années 1970 ont vu la mise en exploitation des gisements pétroliers offshore de Prudhoe Bay et l'aménagement de l'oléoduc « Trans-Alaska », qui permet le transport des hydrocarbures jusqu'au port de Valdez, soit plus de 1 200 kilomètres. De nombreux acteurs sont favorables à l'exploitation du brut : l'État d'Alaska en tire l'essentiel de ses ressources et fournit aux États-Unis 20 % de sa production annuelle. Les autochtones inuïats en profitent aussi : avec les royalties versées par les compagnies et les emplois directs ou indirects, le pétrole est une source importante de revenus qui a contribué à l'amélioration des conditions de vie de ce peuple inuit. Les ressources situées dans l'ANWR, estimées à 10 milliards de barils, et l'appui de Donald Trump au secteur pétrolier ont fait sauter le « verrou » protecteur qui préservait depuis 1980 le parc, en dépit des tentatives précédentes de l'ouvrir à la prospection.

Les milieux arctiques et subarctiques de l'Alaska sont pourtant fragiles et peu résilients, comme le rappellent les vestiges de la marée noire déclenchée en mars 1989 par l'échouage du supertanker Exxon Valdez dans la baie du Prince William, dégradant 2 000 kilomètres de côtes. Si le texte adopté en août 2020 n'est qu'une étude préliminaire à l'exploitation et s'il limite spatialement les activités de prospection, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer des dommages environnementaux potentiellement irréversibles. Le Canada, dont plusieurs zones protégées jouxtent l'ANWR, a renouvelé son opposition. Les Gwich'in, un autre peuple inuit, sont pour leur part hostiles à un projet qui menace leur mode de subsistance et leur culture, liés notamment à la présence des caribous sur leur territoire. Associés aux nations sœurs du Canada et à une dizaine d'ONG, ils ont engagé une bataille judiciaire pour faire annuler la décision gouvernementale au motif que le département de l'Intérieur ne respecte pas son obligation de « protection des terres, de l'eau et des peuples ».

L'ANWR ne devrait ainsi pas voir, à court terme, de ruée spectaculaire. Les grandes compagnies pétrolières restent dans l'expectative de la prochaine administration ; d'autant plus que la chute des cours du brut n'encourage pas les investissements massifs et que la pression sociale a déjà conduit plusieurs entreprises, comme BP, Shell ou Wells Fargo, à renoncer à des projets dans la région.

*areion24.news*



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

## **Après la fin de Barkhane, le Sahel à l'épreuve du conflit en Ukraine**

par Catherine Van Offelen

***Au Sahel central, l'annonce du retrait partiel de l'opération militaire française Barkhane laisse la région face à des défis sécuritaires majeurs dans le contexte d'une progression des groupes armés terroristes dans la région et d'une recrudescence des attaques. À ces incertitudes s'ajoutent les possibles répercussions dans la région de la récente offensive russe en Ukraine, l'attention de la France et de ses alliés européens ayant pivoté vers l'est de l'Europe au détriment de l'Afrique. Importateur de matières premières agricoles et énergétiques, le Sahel subit en outre une hausse des prix importante avec un risque de contestation sociale et de détérioration sécuritaire à la clé.***

Huit ans après son lancement, en août 2014, dans la continuité de l'opération Serval au Mali, Barkhane va bientôt s'achever sous sa forme actuelle [1], signant la fin de la plus importante opération extérieure française du XXI<sup>e</sup> siècle. En 2013, la France était intervenue pour enrayer la progression d'une colonne de près de 600 véhicules de rebelles touaregs et islamistes armés menaçant la capitale Bamako et avait ensuite mis sur pied une vaste opération régionale, Barkhane, déployant jusqu'à 5 100 soldats pour lutter contre les franchises locales d'Al-Qaïda et du groupe État islamique au Sahel.

### **Fin de l'opération Barkhane au Sahel et retrait des troupes françaises au Mali**

Une réduction de la voilure avait déjà été annoncée par le président français dans son discours du 10 juin 2021, qui prévoyait de recentrer le cœur du dispositif opérationnel français dans la zone dite des trois frontières (aux confins du Mali, Niger et Burkina Faso). Au Mali, trois bases étaient censées rester en activité : Gossi, Ménaka et Gao (la plus importante de la région). Mais la dégradation des relations entre Paris et le gouvernement de transition à Bamako depuis le putsch de mai 2021 – le deuxième en 9 mois – a achevé d'entériner le retrait de Barkhane du pays. Au terme d'une surenchère verbale ayant culminé avec l'expulsion de l'ambassadeur de France au Mali, Paris et ses partenaires européens ont officialisé, le 17 février 2022, leur « retrait coordonné » du pays d'ici à fin août 2022.

Les contours du nouveau dispositif au Sahel restent flous, des annonces étant attendues pour le mois de juin 2022, selon les déclarations de l'Élysée – soit après l'élection présidentielle prévue en avril. Néanmoins, ce processus devrait aboutir au retrait des 2 400 soldats français engagés au Mali pour un repositionnement de ces forces au Niger, vu comme le dernier bastion démocratique dans la région sahélienne [2], et dans les pays du golfe de Guinée (Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, etc.). Le centre de gravité de l'opération militaire glisserait ainsi vers les pays d'Afrique de l'Ouest, également menacés par la progression de groupes djihadistes. À terme, le nombre de militaires français déployés au Sahel sera compris entre 2 500 et 3 000 hommes.

Le président français Emmanuel Macron semble avoir voulu répondre à une certaine lassitude au sein de l'opinion publique française pour justifier sa décision, même s'il s'est appuyé sur le contexte politique au Mali, critiquant le second coup de force mené par le colonel Assimi Goïta, ainsi que le franchissement de « lignes rouges » fixées par Paris, comme la volonté malienne d'ouvrir le dialogue avec certains groupes djihadistes. La décision du gouvernement de transition malien de recourir aux mercenaires et à la coopération militaire russes [3] a constitué une pomme de discorde supplémentaire.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 39

D'autre part, ce retrait coïncide avec l'hostilité croissante que cristallise la présence militaire française dans les opinions publiques africaines depuis quelques mois, illustrée par les violentes mobilisations au Burkina Faso le 19 novembre puis au Niger le 27 novembre 2021 pour bloquer le passage d'une colonne de ravitaillement de l'armée française en route pour le Mali. À Téra (Niger), les heurts entre la population et les soldats français, accusés d'avoir tiré sur les manifestants, ont fait au moins 3 morts et 18 blessés. Plus récemment, le 22 janvier 2022, un soldat français a été tué lors d'une attaque au mortier du camp militaire de Barkhane à Gao (Mali) dans des circonstances indéterminées.

## **Une situation sécuritaire toujours précaire au Sahel**

Si l'Élysée récuse l'idée d'un échec français au Mali et rappelle qu'à l'origine, l'opération Barkhane est née d'une victoire [4], force est de constater qu'après neuf ans d'intervention militaire, malgré des succès tactiques indéniables [5], l'objectif d'endiguement voire d'éradication de la menace djihadiste n'a pas été atteint. Bien au contraire, les groupes armés terroristes (GAT) ont étendu leur emprise dans cette vaste région semi-désertique et les incidents violents n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, affichant une hausse spectaculaire de 70% en 2021 par rapport à 2020, selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique [6]. Pour certains observateurs, la question est même de savoir dans quelle mesure l'opération Barkhane a permis de coaliser les forces de groupes armés épars et désormais rassemblés sous l'égide du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda et mené par Iyad Ag Ghali.

Alors que Barkhane amorce son retrait militaire, l'armée malienne, plus active que jamais, multiplie les offensives au centre et au sud du pays, ainsi que les communiqués de la Direction de l'information et des relations publiques des armées (Dirpa) sur ses succès. Mais cela ne bride pas la nébuleuse djihadiste qui recrute aisément dans des zones enclavées, souvent délaissées par l'État. Plongé dans une spirale de violence, le Mali a connu au cours des six derniers mois de 2021 une augmentation de 16% du nombre de personnes tuées par rapport aux six premiers mois pour atteindre 584 morts, selon la mission de l'ONU dans le pays (Minusma). La même année, ces violences ont aussi fait 732 morts au Burkina Faso et 588 au Niger, d'après la Global Terrorism Database (GTD).

Dans cette perspective, le départ des forces françaises du Mali suscite une double inquiétude. Sur les conditions du repli, d'une part, s'effectuant dans un climat hostile sur une durée de plusieurs mois, alors même que l'interdiction de l'espace aérien imposé par les autorités maliennes complique le transport des soldats et matériels hors du pays [7]. Sur le sort du Mali, d'autre part, laissé aux mains d'un gouvernement qui ne contrôle que le tiers du territoire et n'a, pour le moment, pas les moyens d'investir le nord du pays. Le retrait de la France fait donc craindre l'émergence d'un nouveau vide sécuritaire, puisqu'il signifie une perte importante de moyens humains et de capacités militaires – en particulier d'hélicoptères de combat et d'hôpitaux de campagne. À ce titre, les GAT opérant au Mali pourraient se sentir encouragés à exploiter ce vide sécuritaire, ou, à l'inverse, pourraient reprendre les pourparlers avec le gouvernement malien, conformément à la volonté de ce dernier, afin de parvenir à un éventuel cessez-le-feu.

## **En Afrique, une perception divisée du conflit en Ukraine**

Dans ce contexte de flottement stratégique, l'offensive lancée par la Russie en Ukraine le 24 février 2022 est susceptible de contribuer à la détérioration de la situation sécuritaire au Sahel à plusieurs égards. Tandis que les pays européens risquent de réorienter leur attention et leurs ressources – y compris en matière de développement et d'aide humanitaire – en faveur des engagements de l'OTAN à l'est de l'Europe, ce conflit pourrait également entraîner des répercussions significatives sur les plans socio-politique, économique et militaire au Sahel.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 40

Sur le front diplomatique, la guerre a provoqué des divisions au sein du continent qui ont été révélées par les résultats du vote du 2 mars 2022, lors de l'Assemblée générale des Nations unies pour condamner le recours à la force de la Russie contre l'Ukraine. Le refus de 24 États africains sur 54 d'approuver la résolution lors du vote a provoqué un certain émoi. Au Sahel central, seul le Niger a voté en faveur de cette résolution, tandis que le Mali s'est abstenu et le Burkina Faso a pratiqué la politique de la chaise vide.

Si certains pays ont pu s'abstenir ou ne pas voter, car ne se sentant pas concernés, l'abstention est un message politique qui, dans l'ensemble, peut s'interpréter à l'aune d'une conjoncture de relative méfiance à l'égard des puissances occidentales, mais également de calculs diplomatiques assujettis à certaines considérations économiques et militaires, comme des partenariats avec la Chine ou la Russie. D'autre part, les chefs d'État africains s'avèrent soucieux de ménager l'état d'esprit de leurs opinions publiques, lesquelles ne sont pas toujours majoritairement pro-occidentales.

Quoi qu'il en soit, cette recomposition géopolitique à l'œuvre laissera sans doute des traces dans les interactions diplomatiques ultérieures avec les autorités africaines, en particulier dans le contexte de lutte d'influence qui oppose Moscou aux États occidentaux.

## **La guerre en Ukraine : nouveau facteur d'instabilité au Sahel ?**

Alors que l'armée russe se déploie en Ukraine, les perspectives d'une envolée des prix et d'une pénurie de matières premières, de céréales et, surtout, d'engrais font craindre une aggravation de l'insécurité alimentaire au Sahel, déjà durement éprouvé par les conflits, les aléas climatiques et la pandémie de Covid-19.

Outre la volatilité des hydrocarbures, dont la Russie est le deuxième exportateur mondial et qui a fait s'envoler le prix du baril à quasiment 140 dollars le 6 mars avant de refluer, les prix des matières premières agricoles sont, eux aussi, fortement touchés. Environ 30% du blé consommé en Afrique provient de la Russie et de l'Ukraine. Or le cours de cette matière première essentielle a déjà augmenté de plus de 60% depuis le début de l'année 2022, atteignant 450 euros la tonne le 7 mars – un prix inédit, en particulier comparé aux moins de 200 euros la tonne en moyenne en 2021. La poursuite de la guerre, en entravant la saison agricole en Ukraine, pourrait empêcher une partie des récoltes de se faire et entraîner une hausse supplémentaire des cours.

Au Mali, cette situation survient alors que le pays fait déjà face aux conséquences économiques liées à l'embargo de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), en vigueur depuis le 9 janvier dernier [8]. Déjà confronté à une inflation importante, estimée à 3,8% en 2021, le Mali reste largement dépendant de l'importation de blé, avec un besoin annuel estimé à au moins 120 000 tonnes pour une production annuelle moyenne d'environ 8 000 tonnes. Au Burkina Faso, la production céréalière a baissé de 10% en 2021, exposant plus 2,3 millions de personnes à une situation de crise alimentaire, selon un rapport du ministère burkinabé de l'Agriculture le 30 mars 2022. Au Niger, l'envolée des cours laisse également planer des risques sur l'approvisionnement du pays.

Pour les pays du Sahel, cette situation soulève des inquiétudes, notamment en ce qui concerne l'augmentation des prix au moment du ramadan qui est traditionnellement une période de tensions concernant le prix des denrées de base. Cette tendance inflationniste, qui intervient alors que la région est aux prises avec une crise sécuritaire, pourrait se traduire par des risques de contestation sociale, voire, si la situation perdurait, de crise politique.





# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

---

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

---

Page 41

De fait, le conflit russo-ukrainien a fait grimper les prix à des sommets inédits et périlleux, dépassant même les pics observés lors des violentes « émeutes de la faim » de 2008, notamment au Burkina Faso, et au début du « Printemps arabe » en 2011.

## **Le transport stratégique des forces françaises mis à mal**

Quelle que soit la durée de la guerre russo-ukrainienne, celle-ci aura également des conséquences sur les dispositifs militaires de la France et des Européens au Sahel.

Pour son transport militaire, le recours des forces françaises aux gros porteurs ukrainiens *Antonov An-124* et *Antonov An-225 « Mriya »* est mis à mal. Ces avions de transport stratégiques, sur lesquels la France comptait pour opérer le redéploiement de Barkhane et rapatrier du matériel lourd, ont été fortement endommagés par les forces aéroportées russes. L'unique *Antonov An-225* existant a été détruit dans la nuit du 24 au 25 février sur une piste de l'aéroport d'Hostomel, à une vingtaine de km au nord-ouest de Kiev. Si au moins cinq *An-124* de conception ukrainienne ont pu être préservés de la guerre, dont deux opèrent depuis la France, l'utilisation à moyen terme de ces avions-cargos est impossible, car la maintenance de ces avions était assurée en Ukraine. En outre, la flottille d'*An-124* a pour le moment été réaffectée au renforcement du flanc est de l'OTAN, même s'ils ravitaillent toujours les forces françaises au Sahel.

La France dispose également d'une flotte d'Airbus A400M avec lesquels elle opère des rotations, mais ces avions ne transportent que 30 tonnes, une capacité d'emport insuffisante en regard des 120 tonnes de l'*Antonov An-124*, très utilisé en location par l'armée française pour la logistique de ses opérations extérieures. Elle est aussi loin des 250 tonnes du *Antonov An-225 « Mriya »*, le plus gros avion-cargo du monde, qui avait déjà servi pour l'opération Serval[9]. Cela paralyse partiellement les capacités de projection aérienne de la France dans un futur proche et ne simplifie pas le défi logistique déjà délicat du rapatriement du matériel militaire depuis le Sahel.

## **La continuité des opérations militaires au Sahel à l'épreuve du conflit russo-ukrainien**

Si la restructuration de Barkhane ne devrait pas être affectée, puisqu'elle était déjà actée avant le déclenchement de la crise russo-ukrainienne le 24 février, l'irruption de la « guerre aux portes de l'Europe » pourrait laisser une portion plus congrue qu'initialement prévue au nouveau dispositif. Les moyens en hommes et en matériels n'étant pas extensibles, il est possible que les livraisons d'armement à l'Ukraine et les renforts de soldats déployés sur le flanc oriental de l'OTAN aboutissent à une réduction encore plus significative de l'empreinte militaire française dans la bande sahélo-saharienne.

Quant à la force conjointe européenne Takuba, créée à l'issue du sommet de Pau du 13 janvier 2020 pour aider les forces armées maliennes (FAMA) à gagner en autonomie, elle semble aujourd'hui sur la sellette. Ce dispositif encore embryonnaire, grand chantier du président français Emmanuel Macron, compte environ 800 soldats des forces spéciales de quelques pays européens et doit également être repositionné au Niger. Mais parmi les pays encore engagés, quatre pays – la Roumanie, la République tchèque, l'Estonie, la Pologne ont désormais d'autres priorités et la Suède, elle, a déjà prévu de ne pas renouveler son engagement. En outre, l'annonce du départ de Barkhane et de Takuba du Mali pose la question du futur des deux missions de formation des quelque 16.000 militaires maliens menées par l'UE au Mali, l'EUTM et l'EUCAP Sahel-Mali, encore en suspens [10].



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 42

## À lire également

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali (Minusma) et son effectif d'environ 15.000 Casques bleus n'a pas été remise en cause jusque-là. Mais le retrait de Barkhane du Mali, dont elle bénéficiait de la protection et d'un important soutien sur les plans aérien et médical, fragilise considérablement cette mission de paix, la plus importante de l'ONU dans le monde et la plus meurtrière pour ses Casques bleus (159 tués depuis 2013, dont deux le 7 mars dernier). Cela pourrait en outre entraîner des départs à moyen terme de contingents européens (Allemagne notamment).

La situation reste inchangée pour la force conjointe du G5-Sahel, promue par la France pour mutualiser les moyens et sécuriser les zones frontalières. Mais depuis sa création en 2014, cette force reste balbutiante et les armées maliennes et burkinabè en particulier peinent à faire le poids sur le terrain. L'UE est le plus gros bailleur de fonds du G5 Sahel [11] mais le conflit en Ukraine a bouleversé ses priorités, et il n'est plus certain que cette région en fasse partie, d'autant qu'avec les conséquences des sanctions imposées à la Russie, l'inflation et les difficultés économiques guettent les États européens.

Enfin, une autre conséquence du conflit pourrait être une réorientation des fonds des grands bailleurs au profit du conflit dans l'est de l'Europe, menant à une diminution de l'activité des ONG dans le Sahel central. Si, en 2021, les organisations humanitaires ont collecté environ 700 millions de dollars de financement, ce montant est jugé insuffisant par l'ONU pour répondre aux besoins des populations du Sahel. L'organisation estime en effet que la communauté humanitaire aura besoin de près de 2 milliards de dollars en 2022 pour la réponse humanitaire au Mali, au Niger et au Burkina Faso [12], alors même que la crise russo-ukrainienne éclipse bien d'autres actualités.

## Le Sahel à la croisée des chemins ?

La réarticulation de l'opération française Barkhane et le retrait des troupes françaises et européennes du Mali opèrent un profond changement du paysage sécuritaire sahélien, alors même que cette zone subit une recrudescence des violences et une expansion géographique des groupes armés. À ces défis majeurs s'ajoutent les possibles répercussions de l'offensive russe en Ukraine, comme l'inflation des denrées de base et l'insécurité alimentaire, pouvant à leur tour donner lieu à des troubles socio-politiques. Le degré d'attention accordée à l'Ukraine et aux préoccupations de l'OTAN au détriment d'autres causes risque d'avoir des implications sur l'engagement européen au Sahel en particulier, ce qui pourrait altérer les efforts de stabilisation dans la région.

[1] La fin de Barkhane – une annonce ambiguë ayant suscité certains malentendus –

## **Corée du Nord : Kim Jong-un veut « renforcer » l'armement nucléaire**

**Le dirigeant nord-coréen a notamment évoqué, lors d'un défilé militaire, un « contexte politique et militaire turbulent et différentes crises à venir ».**



## **Kim Jong-un a annoncé vouloir développer l'arme nucléaire dans son pays.**

© STR / KCNA VIA KNS / AFP

Source AFP - Publié le 26/04/2022 à 06h19

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a annoncé son intention de « renforcer et développer » l'armement nucléaire de son pays, lors d'un discours prononcé à l'occasion d'un défilé militaire à Pyongyang, ont rapporté mardi les médias officiels. « Nous

continuerons à prendre des mesures pour renforcer et développer les capacités nucléaires de notre nation à un rythme accéléré », a déclaré Kim Jong-un, dont les propos ont été rapportés par l'agence de presse nord-coréenne KCNA.

Selon cette source, le leader nord-coréen a prononcé un discours lors de la parade militaire qui s'est déroulée lundi soir sur la place Kim Il-sung à Pyongyang, à l'occasion du 90<sup>e</sup> anniversaire de l'Armée populaire de Corée. Le pays fait l'objet de sanctions internationales sévères en raison de ses programmes nucléaires et balistiques. Les négociations visant à convaincre le dirigeant d'y renoncer sont au point mort. Lundi, Kim Jong-un a affirmé que les armes nucléaires sont « un symbole de la puissance nationale » et qu'elles doivent être diversifiées. « En vue d'un contexte politique et militaire turbulent et des différentes crises à venir... nous allons encore augmenter notre puissance à un rythme aussi rapide que possible », a-t-il ajouté. Il a ajouté que si les armes nucléaires de son pays ont avant tout un rôle dissuasif, elles pourraient être déployées si les « intérêts fondamentaux » de la Corée du Nord étaient menacés.

### **Un missile présenté lors de la parade**

Les experts de la Corée du Nord s'attendaient à ce que cette parade soit l'occasion de présenter ses armes les plus sophistiquées, en particulier des missiles balistiques hypersoniques ainsi que le missile balistique intercontinental Hwasong-17. Ce missile, capable d'emporter plusieurs ogives qui suivent une trajectoire indépendante au moment de leur rentrée dans l'atmosphère, avait été exhibé pour la première fois en octobre 2020, au cours d'un défilé militaire à Pyongyang.

L'agence KCNA a déclaré que le Hwasong-17, que la Corée du Nord affirme avoir testé avec succès le 24 mars, avait bien été présenté lors de la parade. « Les spectateurs ont poussé de grands cris de joie, très excités de voir le missile balistique intercontinental géant Hwasongpho-17 qui s'est élevé dans le ciel le 24 mars pour démontrer au monde entier la puissance absolue » de la Corée du Nord « et la position stratégique de notre République », a rapporté KCNA. Les médias officiels n'avaient pas publié mardi matin d'images de la parade.

## ***Vers une défense active de Taïwan pour contrecarrer une agression de la Chine populaire ?***

Après une période d'activité aérienne intense de l'aviation chinoise dans la zone d'identification de défense aérienne de la République de Chine (RDC, Taïwan), le ministre des Affaires étrangères chinois a déclaré que la République populaire de Chine (RPC) prendrait les mesures nécessaires pour écraser résolument toute tentative d'indépendance de Taïwan.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 44

Le ministre taiwanais de la Défense a quant à lui fait le constat que les relations entre les deux pays étaient au plus bas depuis 40 ans et que Pékin serait prêt à une invasion d'ici quatre ans.

Le maintien du statu quo, sous réserve que Taïwan ne déclare pas son indépendance, permettrait le maintien de la paix sans nuire aux économies très imbriquées des deux États. Il ne saurait cependant convenir durablement à Xi Jinping qui a fait inscrire, dans un livre blanc publié le 6 septembre 2011, que la réunification du pays fait partie des intérêts vitaux (core interest) de la Chine. C'est bien sûr Taïwan—principal verrou de la ligne d'îles qui sépare les mers de Chine de l'océan Pacifique—qui est principalement visée, ainsi que plus de 60 % de la mer de Chine méridionale et les hauts fonds qui s'y trouvent.

Pourtant, la situation économique et politique de la RPC s'est dégradée. La crise sanitaire de la Covid-19, largement imputée à la Chine par la communauté internationale, le rejet par de nombreux pays de la norme de télécommunication 5G de Huawei, les différents embargos américains, ainsi que les pénuries énergétiques résultant des sanctions qu'elle a imposées à l'Australie, pourraient induire un mécontentement de la population chinoise et du parti communiste, ce que Xi Jinping ne saurait tolérer.

Prenant avantage des très importants moyens militaires dont ce dernier a doté l'Armée populaire de libération (APL), et en particulier sa marine (APL-M), il pourrait être tenté de canaliser le ressentiment populaire et de désarmer ses opposants politiques en exacerbant le nationalisme et en précipitant une attaque de Taïwan par ses forces armées.

La RDC, à défaut de pouvoir vaincre militairement un agresseur beaucoup plus puissant, lui opposerait une défense active. Infliger des pertes suffisamment importantes suffirait à déconsidérer Xi Jinping et à gagner le temps nécessaire à la constitution d'un soutien international sous l'égide des États-Unis.

## **La défense de Taïwan**

Pour dissuader la Chine d'attaquer, Taïwan doit démontrer qu'elle peut mettre à profit les vulnérabilités de l'APL et contrecarrer les avantages numériques et capacitaires de cette dernière. C'est pendant la traversée maritime du détroit de Taïwan qu'une flotte d'invasion sera la plus exposée. Les forces armées taiwanaises doivent donc tirer pleinement parti de la barrière naturelle que constitue ce bras de mer et du temps nécessaire pour le traverser.

Large de 65 milles nautiques (MN), c'est-à-dire 120 km, là où il est le plus étroit, ce détroit sépare la RPC de la RDC. Peu profond, il n'est pas favorable à la navigation sous-marine, mais est très propice à la guerre des mines. Contrairement au droit de la mer, la Chine considère qu'il fait partie de sa mer territoriale. Pour affirmer la liberté de navigation, des bâtiments de guerre des États-Unis et de leurs alliés le traversent régulièrement au grand dam de la RPC.

Un trafic maritime civil intense l'emprunte, ce qui empêche d'y mouiller préventivement des mines défensives en grand nombre. Cependant, Taïwan disposerait d'un millier de missiles antinavires Harpoon dont la portée permet de couvrir l'ensemble du détroit. Les batteries seraient camouflées à proximité de leurs pas de tir. La conjonction de ces deux types d'armes devrait théoriquement permettre de rendre périlleuse la traversée par une force de surface, même importante. Sans compter l'influence des conditions météorologiques qui peuvent interdire un débarquement sur une côte non équipée en cas de vagues déferlantes.



# La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 45

Taiwan a développé des missiles à longue portée capables de frapper les ports et les bases aériennes de l'APL. Ce faisant, elle espère contraindre l'ennemi à rassembler ses forces et sa logistique de combat le plus loin possible.

Dans un article publié en 2017, le quotidien singapourien The Straits Times révélait, selon le ministre de la Défense de la RDC, que Taiwan était capable de frapper la Chine continentale par des missiles dont la portée serait supérieure à 1500 km (810 MN).

Le 25 mars 2021, c'est le journal hongkongais South China Morning Post qui annonçait que Taiwan avait commencé la production en série d'un missile à longue portée qui aurait la capacité de frapper des cibles situées au cœur de la Chine continentale en cas de conflit.

En raison de la haute technologie dont dispose la RDC, ces informations sont plausibles et les sept îles artificielles construites par Pékin dans les îles Spratleys—qui font l'objet de différends maritimes tranchés en 2016 par une sentence de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye au détriment de la Chine—seraient alors à portée de tir depuis Taiwan.

Enfin, constatant l'écart de puissance grandissant entre les ordres de bataille des deux camps, Taipei a récemment modifié son concept opérationnel de défense en application de la stratégie militaire « défense résolue et dissuasion multidomains (1) ». Il privilégie l'emploi de moyens de combat asymétriques contre les éléments qui parviendraient à franchir le bras de mer. Ce type de combat serait favorisé par une géographie très montagneuse dont un des sommets atteint 3952 m d'altitude. Seule la côte ouest, qui donne sur le détroit, est plate et facile d'accès par la mer.

Le programme de huit sous-marins, dont l'admission au service actif du premier est prévue en 2025, est maintenu en raison du potentiel de dissuasion face aux grandes unités et aux sous-marins chinois.

## **Quelle stratégie pour la Chine ?**

Depuis que Mao Zedong a pris le contrôle de la Chine continentale en 1949, trois opérations militaires majeures ont été menées contre Taiwan et les quelques îles de moindre importance où s'était réfugié le Kuomintang. Les crises du détroit de Taiwan, de 1954-1955, 1958 et 1995-1996, ont échoué en raison de l'intervention de groupes aéronavals américains, plus puissants que les forces chinoises. La Chine a tiré les leçons de ces échecs cuisants et n'entamera pas d'hostilités sans disposer localement—et pendant le temps nécessaire—d'une supériorité numérique indiscutable dans tous les domaines de lutte. Une inconnue demeure : la compétence opérationnelle des équipages et des états-majors de l'APL-M. Faute d'avoir été engagée dans des opérations réelles de grande envergure, elle n'a pu être évaluée.

La Chine poursuit sans précipitation excessive un plan de développement de sa marine, entamé en 1978 quand Deng Xiaoping a décidé d'ouvrir le pays au commerce maritime mondial. Il préconisait alors : « Cachez votre force, attendez votre heure » pour éviter de susciter une opposition contreproductive des grandes puissances maritimes. À l'arrivée de Xi Jinping au poste de vice-président de la Commission militaire centrale du Parti communiste chinois, en 2011, l'observation de ce précepte est devenue difficile en raison du nombre de bâtiments de guerre de son ordre de bataille, qui dépasse aujourd'hui celui des États-Unis, sans pour autant atteindre leur tonnage cumulé. Soigneusement planifiée, la cadence de production, inégalée dans le monde, est destinée à amener l'APL-M au premier rang mondial en 2035.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

---

*Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard*

---

Page 46

En parallèle, la Chine dispose d'une flotte de garde-côtes la plus importante qui soit. Elle comprend environ 250 bâtiments et a été autorisée par une loi de février 2021 à utiliser son armement lourd dans les eaux revendiquées par le pays en mers de Chine.

La milice maritime de Chine méridionale opère à partir de dix ports situés dans les provinces chinoises du Guangdong et de Hainan. Environ 300 de ses navires opèrent dans les îles Spratleys à tout moment, ce qui permet d'estimer leur nombre total à environ 400, auquel il faut ajouter les pêcheurs qui les rejoignent par opportunisme.

Le très grand nombre d'unités de tout tonnage dont disposent ensemble la marine de guerre (360 bâtiments), les gardes-côtes (250) et la milice maritime permet d'envisager une attaque « en essaim » pour saturer les défenses antinavires de Taïwan. Un effet de surprise serait possible en dirigeant les navires indépendamment, noyés dans le trafic maritime, jusqu'à effectuer des regroupements coordonnés à proximité des plages de débarquement et à faire route ensemble vers elles. Depuis 1974, les navires de la milice chinoise sont rompus à ce genre de tactiques qui leur a permis alors de prendre au Vietnam les îles Paracels.

Les bâtiments de gros tonnage, spécialisés dans la projection de puissance (porte-avions) et le transport de personnes (porte-hélicoptères amphibies), accompagnés par des porte-conteneurs et des rouliers aménagés pour la circonstance, interviendraient sur la côte est de l'île, plus accore et donc moins exposée au risque minier. Leurs moyens aériens permettraient d'hélicoptérer des troupes sur les hauteurs surplombant les quelques endroits de la côte où le plageage des engins est possible. Ceux-ci débarqueraient les fusiliers marins entraînés à ce type d'opérations et dont le nombre doit passer progressivement de 8 000 à 100 000 hommes. Ils seraient 40 000 en 2021.

La maîtrise de l'air serait probablement obtenue simultanément en détruisant les pistes d'atterrissage de Taïwan par des tirs de missiles à longue portée. Elle serait conservée par la très nette supériorité numérique de l'APL-A (armée de l'air). Les appareils d'appui aérien rapproché pourraient alors se consacrer à la détection et à la destruction des batteries de missiles terre-mer quand elles se dévoileraient en tirant contre les navires.

## **Une probable guerre aux objectifs limités**

Lancer une opération de très grande envergure pour débarquer en force sur Taïwan et les îles qu'elle contrôle serait d'une très grande témérité tant que l'APL-M n'aura pas atteint la taille planifiée. Le succès repose sur des aléas dont le moindre n'est pas l'état de la mer. Dans une région où la météorologie est capricieuse, la prévoir précisément avec le préavis nécessaire pour faire rallier les centaines de navires nécessaires à la saturation de la défense et au débarquement est très hasardeux.

De plus, engager les forces navales de haute mer, comme les groupes de porte-avions et les grands bâtiments de débarquement—alors qu'ils sont en nombre insuffisant et sans être certains de leur capacité militaire—au risque d'une éventuelle confrontation avec l'US Navy et ses alliés, pourrait conduire à un quatrième échec. La carrière de Xi Jinping n'y survivrait pas. Les objectifs mêmes du « rêve chinois » pourraient être irrémédiablement compromis. Aussi, à court terme, les objectifs politiques d'une possible guerre contre Taïwan seraient probablement limités. S'ils sont atteints, la position de Xi Jinping pourrait être renforcée.

Pour éviter l'intervention de forces étrangères, seuls les territoires non couverts par l'accord entre les États-Unis et la RDC pourraient être concernés en vue de les amener dans le giron de la RPC, qui ne les a encore jamais contrôlés.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 47

De son côté, Taïwan, pour ne pas conduire Pékin à des surenchères qui conduiraient inéluctablement à un conflit total, éviterait de frapper directement le continent. Il pourrait ne cibler que les hauts-fonds remblayés et contestés par la communauté internationale des Spratleys, ainsi que, éventuellement, certaines îles des Paracels. Pour cela, Taïwan utiliserait ses missiles, sous réserve qu'ils aient la portée, la charge militaire et la précision suffisantes pour rendre les pistes et les ports qui s'y trouvent inutilisables. Privées de ces bases avancées, les forces maritimes chinoises auraient beaucoup plus de difficultés à « commander » la mer de Chine méridionale, c'est-à-dire à y conduire un blocus maritime efficace de Taïwan. La Chine pourrait à son tour voir se concrétiser le dilemme de Malacca, un blocus de ses flux maritimes indispensables à sa croissance économique et par conséquent à la stabilité sociale du pays, gage de la survie du régime.

Note (1) Cf. « ROC National Defense Report 2021 » publié le 12 novembre 2021.

## Accord sur le nucléaire iranien. Les dessous militaires

par Revue Conflits - Par Thomas Flichy de La Neuville (Professeur à l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr, membre du Centre Roland Mousnier, CNRS – Université de Paris IV – Sorbonne) et Michel Makinsky (Professeur à l'Université de Liège).[/colored\_box]

En raison d'une histoire millénaire caractérisée simultanément par la fréquence des invasions, et la prégnance d'une culture du bazar reposant sur la négociation circonscrite et répétée d'objets singuliers, l'Iran a été incapable, au cours du dernier millénaire, de construire une véritable réflexion stratégique, l'amenant, en cas de nécessité, à accepter des défaites tactiques. Au cours des dernières années, l'Iran, qui a pour priorité absolue une stratégie de survie et de reconnaissance de son statut de puissance régionale, a longtemps hésité devant des choix jusqu'alors contradictoires. Par nécessité Téhéran est désormais contraint de construire une série d'axes stratégiques à la hauteur de ses moyens limités, mais aussi de consentir à une coopération croissante avec Washington afin de contenir les menaces communes. Ceci se traduit par une pratique de *coups tactiques à courte vue* au détriment d'une réflexion politique à long terme. Ayant disséminé ses forces sur trois théâtres, sans jamais arriver à coordonner ses mouvements d'ensemble, l'Iran est aujourd'hui arrivé aux limites de ses capacités de projection. Devant l'échec de ses engagements militaires disparates, l'Iran appelle de ses vœux des accommodements politiques. Cette inflexion ne sera pas sans effets intérieurs sur le poids des *Pasdarans*, à moins naturellement qu'un échec des négociations nucléaires ne vienne conforter leur rôle.

### En Irak, l'échec relatif d'Al-Qods infléchit la politique iranienne envers la Turquie

L'Iran concentre actuellement ses efforts contre l'État islamique sur le front irakien. Les difficultés rencontrées sur le terrain illustrent la faiblesse de l'appareil militaire iranien, humilié de ne pas avoir remporté seul la partie aux côtés de ses obligés irakiens. Ceci a entraîné des dissensions entre les dirigeants irakiens et les milices chiites soutenues par les *Pasdarans*. Le général Soleimani, véritable vice-roi d'Irak s'est d'ailleurs retiré du champ de bataille au moment où les combats connaissaient une pause. Depuis quelques mois, des ajustements sont perceptibles sur le front irakien avec un partage des tâches implicite laissant aux Iraniens la responsabilité des appuis terrestres, et à l'Amérique la responsabilité des frappes aériennes. Toutefois, la transformation d'une concertation inavouée vers une coopération ouverte, est largement tributaire d'un accord politique sur le nucléaire entre l'Iran et les États-Unis. D'un point de vue politique l'Iran a désormais compris que la stabilisation de l'Irak passerait par un partage du pouvoir, incluant les sunnites.



# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 48

En effet, la République islamique ne veut pas d'une indépendance de la province pétrolière chiite du sud qui serait automatiquement assortie de la création d'une zone sunnite au centre de l'Irak. L'intégration des Sunnites irakiens est donc la priorité de Rohani et de Zarif alors même que les gardiens de la révolution soutiennent l'option contraire. Au nord, Téhéran appuie massivement les Kurdes tout en leur signifiant que l'Iran n'acceptera jamais leur indépendance. Ménager Bagdad et Erbil est un jeu de savant équilibre, jusqu'à présent bien mené par les Iraniens. Encore faut-il éviter de s'aliéner totalement la Turquie avec laquelle la collaboration économique demeure essentielle (livraisons de gaz, commerce bilatéral, coopération industrielle, régime de la Caspienne) *[De fait, lors de leur rencontre le 7 avril, Erdogan et Rohani se sont concentrés sur le renforcement de leurs échanges commerciaux bilatéraux qu'ils veulent faire passer de \$14 mds à \$30 mds, signant une série d'accords. Un des moteurs de ces conversations est le dossier du gaz entre les deux voisins, dans lequel les Turcs semblent entreprendre un moyen de pression à l'égard des Iraniens en concluant des accords gaziers avec les Russes]*. En réalité, les échanges de tous ordres entre la Turquie et l'Iran sont indispensables aux deux parties. C'est une donnée structurelle. Téhéran et Ankara sont donc deux partenaires-concurrents, obligés de s'entendre sur un certain nombre de dossiers quand bien même ils seraient en désaccord sur d'autres, dont l'État Islamique.

## Syrie, les signaux faibles iraniens en faveur d'une solution de compromis politique

L'Iran lutte contre l'État Islamique sur le front syrien aux côtés du Hezbollah afin de tenter de maintenir à flot le régime de Damas. Il s'agit ici de préserver un point d'ancrage stratégique indispensable à son allié libanais, et dans une certaine mesure nécessaire à la République Islamique. Celle-ci souhaite en effet conserver son pouvoir de nuisance à l'encontre d'Israël. En sus, l'Iran veut protéger les lieux saints chiites en Syrie, dont le fameux mausolée de Zeinab. Cela lui permet accessoirement de tirer parti des flots de pèlerins chiites qui servent de réserves de recrutement. Toutefois, le prix du concours iranien à la défense de la Syrie est de plus en plus élevé. D'un part, l'implication militaire de l'Iran se fait d'autant plus directive que les difficultés se multiplient sur le terrain. Les officiers des Gardiens de la Révolution ont une vision assez critique des capacités de l'armée syrienne et veulent assurer la conduite des opérations, ce qui génère des conflits. D'autre part, l'implication iranienne en Syrie coûte cher en un temps de crise économique, aggravé par l'effondrement des cours du baril *[Ceci a contraint le Hezbollah à mettre en place un plan de diversification de ses ressources financières. Cette situation est compliquée par les affaires de corruption qui ont frappé le mouvement et les ravages causées par son infiltration par le Mossad israélien]*. C'est pourquoi, comme en Irak, les dirigeants iraniens se trouvent contraints à promouvoir une solution politique. Nous assistons depuis peu de temps à des ballons d'essai iraniens sur le thème : Téhéran ne fait pas un préalable absolu du maintien définitif de la personne de Bachar al-Assad au pouvoir mais plaide pour une solution politique qui préserve ses intérêts *[Comme l'avait déjà déclaré le 9 octobre Hossein Amir-Abdollahian, vice-ministre des Affaires étrangères, « Nous ne cherchons pas véritablement à ce que Assad reste président à vie », propos réitérés par un émissaire officiel iranien le 25 novembre suivant, qui va plus loin : même un président sunnite modéré serait acceptable pour Téhéran]*. Ceci d'autant que les dirigeants iraniens ne dissimulent pas vraiment les réserves que le comportement de Bachar al-Assad leur inspire. Des indices sérieux attestent une très vive inquiétude syrienne sur l'ampleur, la nature et la durée du soutien politique, financier et militaire iranien. L'exécutif iranien est d'autant plus pressé de parvenir à une solution politique que la crise présente perturbe grandement sa relation avec ses voisins arabes. Or la Russie, qui jusqu'alors, avait paru assez figée sur des positions de soutien dur à Bachar al-Assad, a révisé sensiblement son évaluation, et paraît finalement plus pressée de parvenir à une solution politique que la République Islamique, ainsi quelque peu bousculée. Du côté américain, des précautions ont été prises afin de donner quelques assurances à Bachar al-Assad que les frappes qui seront effectuées ne toucheront pas les forces du régime.

page 45





# La LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Avril 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

---

Page 49

## Syrie, les signaux faibles iraniens en faveur d'une solution de compromis politique

L'abandon de la base d'Al-Anad par les forces spéciales américaines qui était d'une importance cruciale pour le lancement de drones contre al-Qaïda, a été sans doute l'un des éléments qui ont encouragé l'intervention saoudienne au Yémen. De même, la perspective du contrôle par des forces iraniennes des détroits où transite l'essentiel du pétrole du Golfe était un risque inacceptable. Le verrouillage du Déroit de Bab-el- Mandeb par la marine égyptienne a initialement empêché Téhéran de mettre en place un dispositif naval. C'est une humiliation pour l'Iran qui n'a pas les moyens de répliquer sur le terrain au-delà de l'envoi de quelques Pasdarans, de matériel, et de l'entraînement militaire de Houthis. Téhéran a donc ouvert un front diplomatique en direction de l'Arabie saoudite. Depuis plusieurs mois, le président Rohani, Zarif et de ses vice-ministres déploient une offensive vers Riyad afin de parvenir à une sorte de *modus vivendi*. Malgré, ces efforts, le fossé Riyad – Téhéran ne semble pas se combler comme en témoigne la course aux armements des Saoudiens et des Israéliens. Au Yémen, c'est aujourd'hui l'Arabie Saoudite qui est en échec. Elle rêvait de faire main basse sur son voisin du Sud et s'embourbe en réalité dans un nouvel Afghanistan.

En somme, même si les espaces irakien, syrien et Yéménite partagent plusieurs traits géopolitiques communs dans la mesure où il s'agit de foyers agricoles très anciens, richement peuplés, en partie chiites et stratégiques d'un point de vue naval ou fluvial, ils ne constituent en rien un ensemble cohérent. La dissémination des forces iraniennes sur ces trois espaces, relève – malgré l'illusion du *croissant chiite* entretenue par l'Arabie Saoudite – d'une carence de stratégie. Or, l'absence de victoire militaire en Irak, en Syrie et au Yémen, qui s'explique essentiellement par les carences de l'état-major iranien ont discrédité les *Pasdarans* qui forment l'armature militaire, politique et économique du régime. L'évolution de la situation militaire ne sera donc pas sans conséquence sur l'équilibre des forces internes en Iran. En effet, au camp présidentiel qui promeut une sortie de crise politique s'oppose l'alliance des *Pasdarans* et des ultra-conservateurs, partisane du tout militaire. Toutefois, sans accord sur la question nucléaire, l'inflexion politique de l'Iran à l'égard de ses voisins proches restera bloquée par une logique multipliant les petits succès militaires faciles visant à flatter l'opinion publique, au détriment d'une montée en puissance navale qui conditionnerait à long terme le désenclavement persan. Mais après tout, qui se souvient aujourd'hui que l'Empire Achéménide tirait la majeure partie de sa puissance de la maîtrise navale du Golfe Persique et de la Méditerranée orientale ?